

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ETUDE CRITIQUE
DE
L'IDÉE DE CAUSE

DANS
LES CONTRATS A TITRE ONÉREUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 19 juin 1914. à 1 heure 1/2

PAR

René PICHON

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur.
BARTIN, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

Léon TENIN, Directeur

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ETUDE CRITIQUE

DE

L'IDÉE DE CAUSE

DANS

LES CONTRATS A TITRE ONÉREUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 19 juin 1914, à 1 heure 1/2

PAR

René PICHON



Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur.
BARTIN, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

—
1914

A MON PÈRE

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ETUDE CRITIQUE
DE
L'IDÉE DE CAUSE
DANS
LES CONTRATS A TITRE ONÉREUX

INTRODUCTION

Quatre conditions sont nécessaires pour la validité des conventions d'après l'article 1108 du Code civil : le consentement de la partie qui s'oblige, la capacité de contracter, un objet certain qui forme la matière de l'engagement et enfin une cause licite dans l'obligation. De cette dernière condition, l'article 1131 conclut que « l'obligation sans cause ou sur une fausse cause ou sur une cause illicite » ne peut avoir aucun effet, et l'article 1133 explique que la cause est illicite, « lorsqu'elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ».

On a souvent discuté sur la nécessité de recourir

à l'idée de cause pour expliquer l'existence et la validité des conventions, et il faut reconnaître pour justifier toutes ces discussions, que le mot « cause appliqué au droit a le privilège de porter avec lui l'obscurité » (1). C'est qu'en effet, l'expression employée par les rédacteurs du Code civil a transporté dans le domaine juridique la notion essentiellement métaphysique de causalité.

On peut remarquer tout d'abord, qu'il est assez difficile de donner du mot cause une définition suffisamment précise, car ce mot est susceptible de sens différents qu'il est impossible de réunir sous une expression unique. La cause en effet peut s'entendre, soit d'une cause efficiente, soit d'une cause finale, soit d'une cause occasionnelle, et on ne saurait réunir sous une définition unique trois idées essentiellement différentes.

L'idée de cause efficiente est une de ces notions premières, sans lesquelles l'exercice même de l'intelligence nous paraît impossible. Tout phénomène du monde intérieur perçu par la conscience, révèle à l'occasion d'un sentiment ou d'une sensation, l'application première de la notion de cause, que la raison rapporte suivant les cas, soit au non moi, soit au moi réagissant sur lui-même ou sur le monde

1. Timbal. De la cause dans les contrats et les obligations (Toulouse, *thèse*, 1882) page XV.

extérieur. Dans l'un ou l'autre cas, la cause est conçue fatalement à l'occasion du phénomène qui commence, comme une force qui le précède et lui donne naissance. Cette croyance irrésistible a engendré le principe de causalité, c'est-à-dire la loi de l'intelligence humaine, en vertu de laquelle nous assignons nécessairement une cause à tout phénomène qui commence.

En dehors de cet élément générateur de l'effet, appelé cause efficiente, on appelle cause finale d'un acte, le motif invariable, révélé par la nature même de cet acte, qui détermine la volonté d'un être libre. Elle est le but principal et direct capable de motiver la mise en jeu de la cause efficiente.

Enfin, on applique le nom générique de causes occasionnelles d'un phénomène, aux différents motifs qui, inhérents à une personne déterminée, peuvent la décider à accomplir certains actes. C'est ce que certains auteurs et notamment Demolombe désignent sous le nom de cause impulsive (1). Ces motifs varient d'ailleurs à l'infini, non seulement suivant les personnes, mais encore suivant les circonstances de temps et de lieu, à tel point que le même acte accompli par une même personne sera le plus souvent inspiré par des motifs différents.

Le Code civil exige une cause licite dans l'obliga-

1. V. Demolombe, XXIV, n° 355.

tion, mais à raison même des interprétations diverses dont ce mot est susceptible, il est nécessaire de rechercher quel est le sens que le Code a entendu lui donner et de voir s'il s'agit d'une cause efficiente, finale ou occasionnelle.

PREMIÈRE PARTIE

**DÉFINITION DE L'IDÉE DE CAUSE
DANS NOTRE DROIT**

CHAPITRE PREMIER

De quelle cause s'agit-il en droit civil ?

De quelle cause s'agit-il, lorsque le Code civil déclare que les contrats pour exister, doivent avoir « une cause licite dans l'obligation ? » La loi ne nous le dit pas et elle ne nous aide guère à le deviner. Elle ne définit pas la cause, elle la suppose connue, puisqu'elle dit dans l'article 1131 que « l'obligation sans cause, sur une fausse cause ou sur une illicite » n'a aucun effet et dans l'article 1133 qu'elle est illicite lorsqu'elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. Laurent signale cette grave lacune. « Nos lois, dit-il ne parlent jamais d'une cause qu'elles prohibent (1). » Ce manque de définition prouve que les auteurs du code n'ont pas voulu innover et qu'ils ont entendu suivre les idées admises dans l'ancien droit. S'ils avaient voulu créer une nouvelle doctrine, ils se seraient expliqués formellement

1. Laurent, t. XVI, n° 143.

sur ce point. Les travaux préparatoires du Code civil viennent confirmer d'ailleurs ce raisonnement.

Mouricault (1) dans un discours prononcé pour entretenir le Corps législatif, du titre du Code civil relatif aux contrats en général et aux obligations qui en dérivent, dit que « ce titre tient de plus près que tout autre, aux principes de droit naturel et que les règles qu'on y a tracées sont la pure expression de ces principes. Aussi ces règles sont-elles depuis longtemps et généralement adoptées. Domat les a toutes recueillies dans ses Lois civiles. Pothier après lui, a rassemblé et commenté les mêmes décisions. Le projet qui vous est soumis en est la substance ». Bigot du Preameu (2) sans renvoyer à Domat ni à Pothier déclare dans l'exposé des motifs de l'article 1131, que la cause est « dans l'intérêt réciproque des parties ou dans la bienfaisance de l'une d'elles ». Portalis (3), de son côté, explique que « dans les contrats intéressés, la cause est l'intérêt, c'est-à-dire l'avantage que les parties trouvent à les faire. Dans la vente cet intérêt est, pour le vendeur d'avoir le prix représentatif de sa chose même, pour l'acheteur d'avoir la chose plutôt que la somme qui en représente la valeur ».

1. Loqué, 12, ch. XII, n° 1.

2. Loqué, 12, ch. VIII, n° 27.

3. Loqué, 14, p. 77.

Si l'on rapproche ces définitions de celles de nos anciens jurisconsultes, Domat et Pothier, il est facile de constater que ceux-ci ont été les inspirateurs de la théorie de la cause dans notre Code civil. Domat (1) distingue « quatre sortes de conventions par quatre combinaisons de l'usage des personnes et des choses » suivant que les parties « traitent ensemble ou se donnent réciproquement une chose pour une autre comme dans une vente et dans un échange ou font quelque chose l'un pour l'autre comme s'ils se chargent de l'affaire l'un de l'autre ou bien l'un fait et l'autre donne, comme lorsqu'un mercenaire donne son travail pour un certain prix ; ou enfin un seul fait ou donne, l'autre ne faisant ou ne donnant rien, comme lorsqu'une personne se charge gratuitement de l'affaire d'une autre ou que l'on fait une donation par pure libéralité. Dans ces trois premières sortes de conventions, il se fait un commerce ou rien n'est gratuit et l'engagement de l'un est le fondement de celui de l'autre. Et dans les contrats même où un seul paraît obligé comme dans le prêt d'argent, l'obligation de celui qui emprunte a été précédée de la part de l'autre de ce qu'il devait donner pour former la convention. Aussi l'obligation qui se forme dans ses sortes de conventions au profit de l'un des contractants a toujours sa cause de la part de

1. Domat. *Lois civiles*, liv. I, titre I, Section I, n^{os} 4, 5 et 6.

l'autre... Dans les donations... l'engagement de celui qui donne a son fondement sur quelque motif raisonnable et juste... et ce motif tient lieu de cause de la part de celui qui reçoit et ne donne rien. » Pothier (1), s'inspirant visiblement de Domat, nous dit « que dans les contrats intéressés, la cause de l'engagement que contracte l'une des parties est ce que l'autre partie lui donne ou s'engage de lui donner ou le risque dont elle se charge et que dans les contrats de bienfaisance, la libéralité que l'une des parties veut exercer envers l'autre, est une cause suffisante de l'engagement qu'elle contracte envers elle ».

Ainsi, quand Bigot du Preameu et Portalis disent que « la cause est dans l'intérêt réciproque des parties » ils empruntent à Pothier et à Domat, leurs définitions. Si d'autre part, nous rapprochons ces définitions des paroles de Mouricault affirmant que toute la législation sur la cause reproduit « la substance » des opinions de nos anciens auteurs, nous avons le droit d'en conclure que c'est dans leurs ouvrages qu'il faut rechercher le commentaire des textes trop courts du Code civil.

Atin de savoir maintenant, de quelle cause parle le Code civil, examinons la question relativement aux contrats synallagmatiques et aux contrats uni-

1. Pothier. *Obligations*, ch. I, section I, art. 3, n° 42 à 46.

latéraux, mais seulement, lorsqu'ils sont à titre onéreux. Nous nous contenterons d'indiquer en quelques lignes, ce que la loi entend par cause dans les contrats à titre gratuit.

SECTION I

Contrats synallagmatiques.

L'article 1102 du Code civil décide « que le contrat est synallagmatique ou bilatéral, lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres » et l'article 1106 nous dit que le contrat à titre onéreux « est celui qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose ». Si l'on rapproche ces deux définitions, on constate que le contrat synallagmatique est forcément un contrat à titre onéreux. En effet, il suppose nécessairement un sacrifice de la part de chaque partie contractante. Chacune n'obtenant l'engagement de l'autre qu'en s'engageant elle-même. Nous verrons que la réciproque peut ne pas être vraie et que tous les contrats à titre onéreux ne sont pas synallagmatiques. Il est donc certain qu'en étudiant la cause des obligations dans les contrats bilatéraux, nous serons en face de contrats à titre onéreux.

Quelle est donc dans les contrats synallagmatiques la cause dont parle le Code civil ? Tous les commen-

tateurs sont d'accord sur ce point qu'il doit y avoir deux causes dans les contrats synallagmatiques et que c'est chacune des deux obligations qui doit avoir une cause. L'article 1108 dit en effet, qu'au consentement, à l'objet et à la capacité des parties doit s'ajouter pour la validité des contrats « une cause licite dans l'obligation », c'est-à-dire qu'à chaque obligation doit correspondre une cause et par conséquent qu'aux contrats qui supposent plusieurs obligations, doivent correspondre plusieurs causes.

Ainsi qu'il résulte des explications de Domat et de Pothier, la cause de chaque obligation dans les contrats synallagmatiques, est l'engagement de l'autre partie et pour prendre l'exemple du contrat de ce genre le plus fréquent, appliquons cette définition à la vente. Quelle est la cause de l'obligation du vendeur et quelle est la cause de celle de l'acquéreur ? L'obligation du vendeur a pour cause l'engagement pris par l'acquéreur de lui payer le prix de sa chose et l'obligation de l'acquéreur a pour cause l'engagement du vendeur de lui livrer la chose. Ce que nous disons de la vente pourrait être dit également du louage, du contrat de société, de tous les contrats synallagmatiques.

La majorité des auteurs explique ainsi l'idée de cause dans ces contrats. Tous, depuis Bigot du Preameu et Portalis que nous avons cités jusqu'aux plus récents, font de l'obligation d'une partie la cause de

l'obligation de l'autre (1). « Ce qui nous rend intelligible la promesse de chaque partie, c'est la promesse de l'autre partie, dit M. Gauly (2). »

Ainsi comprise par les rédacteurs du Code civil et la plupart de ses commentateurs, la cause dans les contrats synallagmatiques nous apparaît comme le but invariable, essentiel et immédiat que poursuivent les parties en contractant. Aux yeux de la loi, c'est donc de la cause finale qu'il s'agit. En effet, à quoi pourrait tendre plus directement et plus essentiellement un vendeur qu'à obtenir un prix de l'acquéreur? Et dans tout contrat de vente le but immédiat et invariable du vendeur sera toujours la promesse du prix faite par l'acquéreur.

Certains auteurs, M. Planiol (3) en particulier, prétendent « qu'il y a une impossibilité logique » de dire avec Domat que l'obligation de l'une des parties « est la cause de l'obligation de l'autre ». Car dit-il « les deux obligations dérivant du même contrat, naissent en même temps, ce sont deux sœurs jumelles, il est impossible que chacune d'elles soit la cause de l'autre, car un effet et sa cause ne peu-

1. Cf. Marcadé, t. III, art. 1108, n° 5. Demolombe XXIV, n° 347-348 ; Laurent, t. XVI, n° 109 ; Larombière. t. II, art. 1184, n° 1 ; Baudry-Lacantinerie et Barde. *Oblig.* t. I, n° 298 ; Planiol, t. II, 5^e édit n° 1033.

2. Gauly. *Revue crit. de lég. et juris.* 1886, p. 52.

3. Planiol, *op. cit.*, tome II, p. 352, n° 1038, cf. Huc tome VII n° 77.

vent pas être exactement contemporains. On crée un cercle vicieux : si chacune des deux obligations, est l'effet de l'existence de l'autre, aucune d'elles ne peut prendre naissance. Ce phénomène de production mutuelle est incompréhensible, donc l'idée est fausse. »

M. P. Colin ajoute même que si les obligations de chaque partie se servent réciproquement de cause « on devra considérer l'effet comme étant lui même la cause de cette première cause, ce qui est tellement inconcevable que cette conséquence suffirait à condamner le système qui a pu l'engendrer (1). »

Ce raisonnement d'une logique indiscutable s'applique à la cause efficiente, à l'élément générateur de l'effet ; mais la cause dont parlent nos textes est la cause finale, le but de l'obligation. Qu'y a-t-il d'impossible et de contradictoire à imaginer comme étant le but de l'obligation d'une partie, l'obligation contractée en même temps par l'autre partie ? Rien. S'il est exact, comme nous le croyons que la cause dont il est question dans les articles 1108, 1131 et 1133 du Code civil est, non pas la cause efficiente, mais la cause finale, c'est-à-dire le but poursuivi directement par les deux parties, nous ne voyons pas pourquoi la conception du but à atteindre ne pourrait avoir lieu simultanément chez chacune d'elles. Quant un

1. P. Colin. Théorie de la cause dans les oblig. conv. *Thèse Paris* 1896, page 73.

vendeur et un acheteur se rencontrent, il est évident que l'un a en vue d'acquérir la propriété d'une chose déterminée et que l'autre se propose d'obtenir le versement d'une somme d'argent. Quand ils tombent d'accord sur la chose et sur le prix, à ce moment même le contrat se forme, à ce moment les obligations réciproques des deux contractants prennent naissance en même temps, mais chacun d'eux ne s'est obligé qu'en considération de l'engagement pris par l'autre. Toute cette discussion vient d'ailleurs des sens divers du mot cause et de la confusion que l'on fait entre la cause finale et la cause efficiente. Aussi Demolombe parlant de ce mot disait avec raison « qu'il est des plus équivoques et qu'il présente plusieurs acceptions diverses d'où la confusion peut résulter » (1).

SECTION II

Contrats unilatéraux

Quelle est d'après le Code civil la cause de l'obligation née d'un contrat unilatéral? Avant d'examiner cette question distinguons nettement les contrats unilatéraux à titre onéreux de ceux à titre gratuit afin de rechercher chez chacun d'eux la notion de cause.

Le contrat unilatéral est celui dans lequel « une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou

1. Demolombe, tome XXIV, n° 544 note.

plusieurs autres sans que de la part de ces dernières, il y ait d'engagement (art. 1103 C. civil). » C'est ainsi que dans le contrat de prêt, l'emprunteur est tenu de l'obligation de restituer à l'époque convenue la chose même que le prêteur lui a livrée, mais le prêteur, lui, n'est tenu d'aucune obligation envers l'emprunteur. Un tel contrat qui ne suppose qu'une seule obligation semble à première vue ne devoir être qu'un contrat de bienfaisance, puisque le contrat à titre onéreux est un contrat « qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose » (art. 1106 du Code civil). Cependant lorsqu'une personne emprunte une somme d'argent moyennant un certain intérêt, le contrat de prêt reste bien quand même un contrat unilatéral, mais de gratuite qu'était l'obligation du débiteur, elle est devenue onéreuse, puisqu'au remboursement de la somme, s'est ajouté le service des intérêts.

Les contrats qui de leur nature sont unilatéraux peuvent encore « par la volonté des parties, être transformés en contrats synallagmatiques. Il suffit pour cela qu'elles introduisent dans la convention une clause faisant naître immédiatement un engagement à la charge du contractant qui n'est pas obligé de plein droit (1) ». Ainsi un mandat, contrat unilatéral et gratuit de sa nature deviendra synallagmatique, si les parties ont convenu entre elles que le

1. Baudry Lacantinerie et Barde. *Obligation*, t. I, p. 11, n° 12.

mandataire toucherait un salaire. Le dépôt deviendra également un contrat synallagmatique, par cela seul, qu'un salaire sera promis au dépositaire.

Certains auteurs ont contesté qu'un contrat unilatéral puisse devenir synallagmatique. Aubry et Rau (1) et Demolombe (2) prétendent que le dépôt et le mandat malgré la stipulation d'un salaire au profit du dépositaire ou du mandataire demeurent en principe des contrats unilatéraux (3). Cependant puisque les deux parties sont obligées réciproquement, n'en résulte-t-il pas qu'elles ont eu l'intention de donner au contrat le caractère synallagmatique ?

Relativement à ces contrats unilatéraux qui deviennent par suite de l'intention des parties, des contrats synallagmatiques, la question de savoir qu'elle est la cause juridique des obligations qui en naissent, se confond avec celle que nous nous sommes posée pour les contrats synallagmatiques par nature. L'obligation de l'une des parties est la cause de l'obligation de l'autre.

Au surplus, ces contrats en changeant ainsi de caractère, ne se transforment-ils pas en d'autres contrats particuliers ? Le mandat salarié, le dépôt salarié ne deviennent-ils pas des louages de service ?

1. Aubry et Rau, 4^e édition, p. 286 ; 5^e édition, p. 470.

2. Demolombe, XXIV, n^o 23.

3. Cf. Pont, I, n^o 882. Gillouard, n^o 14 et 37. Trib. civ. Seine, 5 déc. 1894. *Le Droit*, 10 sept. 1895.

Ces explications données, étudions dans un premier paragraphe, l'idée de cause dans les contrats unilatéraux à titre onéreux, ou plus exactement dans les contrats réels à titre onéreux, et dans un second paragraphe, très rapidement, les contrats unilatéraux à titre gratuit.

§ I. — DE L'IDÉE DE CAUSE DANS LES CONTRATS
RÉELS A TITRE ONÉREUX

Parmi les contrats qui conservent leur caractère de contrats unilatéraux, lorsqu'ils sont à titre onéreux, on ne peut guère citer que le prêt à intérêt et le gage. Tous deux supposent la remise, la tradition d'une chose. Ce sont des contrats réels. Quelle est donc la cause juridique de ces conventions ?

Pour Pothier, Domat et la plupart des auteurs la cause des contrats réels réside dans la prestation effectuée, dans la remise de la chose. Pourquoi s'oblige-t-on à restituer le prêt où le gage ? Parce qu'on l'a reçu répond-on. Voilà la cause de l'obligation. Mais en l'expliquant ainsi, n'appelle-t-on pas cause de l'obligation, le fait générateur de cette obligation et n'est-ce pas encore prendre le mot cause dans le sens de cause efficiente ? Cela semble certain si notre droit français, nécessite pour la formation des contrats que nous appelons réels, la tradition d'une chose en outre du simple consentement

des parties. Certains auteurs. M. Vigié (1) en particulier prétendent que tous les contrats se forment par le simple consentement, que par conséquent la tradition de la chose n'est point une condition de la formation du contrat de prêt, de nantissement ou de dépôt, mais bien l'exécution d'une obligation née de ce contrat. Cependant la majorité des auteurs pense au contraire et avec raison, que notre droit civil considère l'obligation de rendre comme essentielle dans les contrats de prêt et de gage et qu'alors la tradition est nécessaire pour la formation de ces contrats.

Ainsi comprise, la cause des contrats réels correspond à ce que les commentateurs du droit romain appelaient la « *causa civilis* », c'est-à-dire l'élément extérieur, formaliste qui s'ajoutait au consentement des parties pour donner naissance au contrat. Elle est bien l'élément générateur de l'effet, c'est donc une cause efficiente.

Cependant on pourrait remarquer avec Bufnoir que « la remise de la chose à elle seule, n'explique pas qu'il y ait obligation de rendre, puisque ce pourrait être une remise en propriété. Le caractère de la remise matérielle de l'objet ne se manifeste et ne se révèle que par la convention qui l'accompagne. C'est cette convention qui seule explique que la remise

1. Vigié VI, n° 4, p. 506, IV, n° 1015. Cf. dans le même sens, M. Combescuré. *Rev. crit.* octob. 1903, p. 477-491.

n'est pas faite en propriété, que, par exemple, l'emprunteur ne l'accepte que pour la restituer. C'est elle en réalité qui donne naissance à l'obligation de restituer (1). » La cause se trouve donc ailleurs que dans la prestation, elle doit être cherchée dans le but que le *tradens* et l'*accipiens* ont voulu atteindre. En effet l'obligation de restituer la chose préexiste logiquement au contrat; les parties n'ont pas besoin de la créer, elle est légale, c'est l'obligation de rendre la chose d'autrui que sanctionne l'action en revendication. « Elle naît du fait de la possession de la chose d'autrui et elle prendrait également naissance si cette chose était venue aux mains de son détenteur actuel, sans le fait de son propriétaire (2). » Aussi ce qui détermine exactement le contenu et la portée de cette obligation, c'est la convention. C'est elle qui fixe si cette restitution a lieu par suite d'un prêt ou d'un contrat de gage par exemple. C'est pourquoi, dire que l'obligation née d'un contrat réel, a pour cause la prestation effectuée n'est pas suffisant, parce que cette prestation indépendamment d'une convention n'a pas de caractère propre. Elle ne peut pas être licite ou illicite, le fait de remettre une chose n'a pas de valeur morale en soi. La cause est donc ailleurs, il faut la chercher dans le but essentiel et immédiat que poursuit le débiteur en contractant. Pourquoi l'emprunteur

1. Bufnoir. *Propriété et contrats*, page 532.

2. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 996.

s'oblige-t-il à restituer la chose, puisqu'il serait obligé malgré l'absence d'engagement de sa part, à cette restitution? C'est en raison de l'avantage directement recherché par lui, en contre-partie de son engagement, c'est-à-dire par suite de la remise qu'on lui a faite, mais à titre de prêt ou de gage par exemple.

Ainsi tout en constatant que la prestation effectuée est bien en elle-même la cause efficiente de l'obligation née des contrats réels, il vaut mieux admettre qu'une confusion a pu encore résulter des sens divers du mot cause, et que, celle dont parle la loi est la cause finale, c'est-à-dire le but immédiat et essentiel poursuivi par le débiteur : à savoir détenir la chose à titre de prêt ou de gage.

§ II. — DE L'IDÉE DE CAUSE DANS LES CONTRATS A TITRE GRATUIT

Nous avons vu que des jurisconsultes disent que la cause dans les contrats à titre gratuit, réside dans « la bienfaisance de l'une des parties » (1), c'est-à-dire que la cause n'est autre que l'intention de gratifier, soit en donnant, comme dans une donation, soit en rendant service comme dans le mandat ou le cautionnement. Cette intention de gratifier sans tenir compte du motif qui peut la provoquer, voilà ce que la majorité des auteurs appelle la cause dans les

1. Bigot du Préameneu, livre XII, page 325, n° 26.

libéralités. Il nous semble plutôt qu'elle doit être recherchée ailleurs, car, dire que le but poursuivi par le donateur réside dans l'intention libérale, abstraction faite de tout élément étranger, dans l'*animus donandi*, semble inconciliable avec les dispositions de la loi. Comment pourrait-on appliquer alors, les textes du Code civil imposant un caractère licite à une cause qui ne peut pas avoir de caractère illicite, puisqu'elle est conçue indépendamment de toute autre intention que celle de gratifier. Pour les libéralités, la cause se confond avec les motifs qui ont poussé le donateur à s'obliger. Domat le dit expressément. « Dans les donations... l'engagement de celui qui donne à son fondement sur quelque motif raisonnable et juste... Et ce motif tient lieu de cause de la part de celui qui reçoit et ne donne rien (1). » La jurisprudence d'accord avec cette explication de Domat confond la cause avec le motif alors que la plupart des auteurs rejettent cette distinction (2).

Nous n'étudierons pas davantage la matière des libéralités, nous ne rechercherons pas, s'il était nécessaire de faire intervenir dans notre droit, l'idée de cause pour les contrats à titre gratuit, l'objet de notre étude étant restreint à la théorie de la cause dans les contrats à titre onéreux.

1. Domat : L. I, titre I, section I, n° 6.

2. Cass. req., 6 décembre 1876 (S. 1877.1.67) ; Cass. req., 29 juin 1887 (S. 1887.1.358).

CHAPITRE II

La cause juridique ne peut pas être la cause efficiente

L'étude de la définition de la cause juridique nous a conduit à voir dans les textes du Code civil, une cause finale quand il s'agit de contrats intéressés et une cause occasionnelle quand il s'agit de libéralités. Il est impossible d'y voir ainsi que le veulent certains auteurs une cause efficiente.

En effet, qu'elle est donc la cause efficiente d'une obligation contractuelle? C'est l'élément qui a donné naissance à une obligation susceptible d'être sanctionnée par une action en justice. Or, dans notre droit actuel, n'est-ce pas l'accord des volontés qui forme le contrat? N'est-ce pas lui qui est la cause efficiente de l'obligation? C'est exact, cependant il semble difficile d'admettre que l'article 1108, en considérant la cause de l'obligation comme une condition de validité des contrats, ait songé aux sources de l'obligation, à la convention elle-même. Sans quoi comme le remarquent MM. Baudry-Lacantinerie et Barde « son

idée reviendrait à ceci : une des conditions de validité de la convention c'est la convention, proposition dépourvue de sens (1). » Qu'est-ce que l'article 1108 du Code civil entend par ces mots « une cause licite dans l'obligation » se demande M. Brissaud (2) ? « Veut-il parler des faits d'où dérive l'obligation, des actes quels qu'ils soient qui lui donnent naissance ? La simple lecture de l'article 1108 suffit à nous empêcher d'accepter ce sens. Le fait juridique qui le plus ordinairement engendre une obligation est la convention ; à ce titre, on pourrait la qualifier et on la qualifie de cause de l'obligation. Mais l'article 1108 ayant pour but de déterminer les conditions essentielles pour la validité d'une convention et ayant rangé la cause parmi ces conditions, il ne se peut pas qu'il ait entendu par cause la convention elle-même. »

Cet accord de volontés qui forme le contrat suppose une intention certaine de s'obliger, qu'il faut nécessairement prouver. C'est pourquoi, en droit romain, au consentement des parties, devait s'ajouter une autre cause efficiente afin de permettre aux engagements d'être pourvus d'une action. Ainsi, selon les contrats, s'ajoutait cet élément formaliste, cette *causa civilis*, qui était soit la tradition d'une chose ou l'accomplissement d'un fait, soit les paroles solennelles, soit l'écriture.

1. Baudry-Lacantinerie et Barde (*Obligation*, tome I, n° 299).

2. Brissaud, 2^e partie, page 7 et 8.

Dans notre droit actuel, en règle générale, le consentement des parties suffit pour former le contrat. Il produit son effet, immédiatement en faisant naître les obligations. Mais par exception, certains contrats exigent, en dehors du consentement, un autre élément : tantôt une formalité qui rend le contrat solennel et tantôt une prestation qui fait du contrat, un contrat réel. Serait-ce pour ces contrats que la théorie de la cause a été créée et dans ce cas-là ne s'agirait-il pas de cause efficiente ?

Pour les contrats réels, nous avons vu que la prestation effectuée bien qu'elle fasse naître l'obligation et qu'elle en soit par conséquent la cause efficiente, ne pouvait être celle dont parle le Code Civil. Sans elle le contrat ne peut pas exister, mais malgré elle, le contrat peut quand même ne pas exister. Il en est ainsi lorsque manque la cause finale.

Si le Code civil a entendu le mot cause dans le sens de cause efficiente, il faudrait décider que dans les contrats solennels, dont la donation peut être le meilleur exemple, la cause nécessaire pour sa validité consiste dans les formalités imposées par la loi. Nous ne le pensons pas. Il est en effet impossible que la loi ait voulu parler dans les textes relatifs à la cause des formes extérieures nécessaires à certains contrats et qu'elle désigne spécialement à propos de chacun d'eux (art. 931, art. 1394, art. 2127, art. 1250. 2^e Loi du 23 mars 1855, art. 95). Les articles 1108

in fine et 1131 à 1133 du Code civil insérés dans un chapitre relatif aux « conditions essentielles de la validité des conventions » ont une portée trop générale pour ne recevoir qu'une application restreinte. Aussi vaut-il mieux reconnaître que la théorie de la cause efficiente n'a aucune place dans notre Code civil.

Certains auteurs cependant ont été conduits à rattacher aux articles 1131 et suivants, la notion de cause efficiente de l'obligation. Duranton par exemple dit au chapitre relatif aux sources des obligations : « Les obligations naissent de plusieurs sources, c'est-à-dire qu'elles ont différentes causes ; nous n'avons pas pour objet maintenant d'étudier en détail les principes relatifs à la cause des obligations, nous le ferons plus loin à la section IV du chapitre II (1) » c'est-à-dire à la section de la cause, articles 1131 et suivants. Ernst dit de son côté que « les rédacteurs du Code civil semblent avoir confondu deux choses bien distinctes, la cause dont par erreur ils ont fait une des causes substantielles du contrat et la cause de l'obligation ; si l'on entend par cette dernière expression, les sources légales des engagements, il est très vrai qu'il ne peut pas exister d'obligations sans cause ; dans ce sens les conventions sont elles-mêmes une cause et la cause la plus commune des obligations (2). » Tim-

1. Duranton, t. X, n° 19.

2. Ernst, en appendice thèse Timbal précitée.

bal (1), va plus loin encore et cherche à attribuer un sens précis à chacun des termes de la formule tripartite de l'article 1131 et à expliquer ce que les rédacteurs du Code entendaient par obligation sans cause, obligation sur fausse cause et obligation sur cause illicite. L'article 1132, dit-il, suppose ainsi que tous les auteurs le reconnaissent, l'hypothèse d'un billet constatant une obligation et les articles 1131 et 1133 entre lesquels il est intercalé supposent la même hypothèse soit « un demandeur en justice se prétendant créancier, et présentant à l'appui de sa prétention un écrit, un billet par lequel le débiteur se déclare lié envers lui par cette obligation ».

Or, suppose M. Timbal « cette obligation peut n'avoir pas de cause », en ce sens que la promesse de donner une somme d'argent cache par exemple une donation qui se trouve par suite faite sans formes. Pareillement une obligation sur fausse cause est celle constatée par un billet indiquant cette obligation, comme résultant d'une vente, alors que les parties ont entendu l'une faire et l'autre accepter une donation. Enfin pour expliquer l'obligation sur cause illicite, il suppose qu'un billet reconnaît une certaine dette, mais que cette dette est corrélative d'une autre obligation portant sur un objet illicite ; elle résulte par exemple, de la vente d'une chose hors du commerce, elle a donc une cause illicite.

1. Timbal, *op. cit.*, page 331.

En expliquant ainsi la théorie du code civil au moyen de la cause efficiente, M. Timbal confond pour les deux premières hypothèses l'absence de formalités dans un contrat solennel avec l'absence de cause, confusion possible en droit romain, mais impossible en droit français, avons-nous vus. Quant à l'hypothèse de la cause illicite, il confond l'obligation et sa preuve. Le billet n'est que la preuve du contrat, le fait de le souscrire ne constitue pas un nouvel engagement. Si le contrat est nul parce que l'objet est hors du commerce par exemple, l'écrit constatant ce contrat est sans valeur, non pas par lui-même mais parce que le contrat dont il est la preuve est frappé de nullité.

Dans tous les cas, nous pouvons donc repousser, l'idée de cause efficiente en droit et dire avec M. Bartin que « que le consentement, c'est à dire l'élément générateur de l'obligation c'est la pure volonté de s'obliger et que la cause est la raison immédiate de cette volonté. Dans l'acte à titre onéreux c'est la conscience d'obtenir; dans l'acte à titre gratuit, de ne pas obtenir d'équivalent à la prestation que l'on fait. Si l'on se place au point de vue psychologique, la cause et le consentement se confondent, cela n'est pas douteux. Voici par exemple, la vente d'un cheval. Psychologiquement qu'a voulu l'acheteur en s'obligeant ? S'obliger cela est évident, mais en même temps et du même coup, acquérir un cheval. La

loi opère une scission idéale dans la volonté complète et réellement indivisible de l'acheteur » (1).

En résumé la loi laisse le consentement, source de l'obligation, pour ne s'occuper dans les textes relatifs à la cause que du but poursuivi par les parties, c'est-à-dire la cause finale de l'obligation.

1. *Bartin. Théorie des cond. imp. et illic.*, p. 362, 363.

CHAPITRE III

La Cause juridique dans les contrats à titre onéreux ne peut pas être la cause occasionnelle.

Puisqu'on ne peut, en aucun cas, expliquer l'idée de cause en droit par la cause efficiente, essayons de voir s'il est possible de l'entendre dans le sens de cause occasionnelle, c'est-à-dire des motifs plus ou moins éloignés qui ont pu déterminer les parties à contracter. Dans les contrats à titre gratuit, nous avons vu que la loi l'entend dans ce sens ; en est-il de même dans les contrats à titre onéreux ?

La Cour de Paris et la cour de Bordeaux dans deux arrêts rendus, l'un le 13 février 1877 (1) et l'autre le 6 février 1885 (2), ont jugé que les articles 1131 et 1133 du code civil ne frappent de nullité que les obligations dont la cause et non le motif est illicite. Malheureusement nous verrons que cette jurispru-

1. S. 1877, 2.233.

2. S. 1886, 2.16. V. Tribunal de com. de la Seine, 22 juin 1888. (*Gaz du Pal.*, 1888, 2.294).

dence n'a pas toujours été suivie. Quant aux auteurs, presque tous à l'exception de M. P. Colin distinguent la cause finale de la cause impulsive pour n'attacher d'importance qu'à la première (1).

Les anciens auteurs et le Code civil, ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires paraissent bien distinguer la cause du motif. Les explications de Domat que nous avons rapportées et celles de Pothier prouvent qu'ils entendent le mot cause dans un sens tout différent de motif. Ils se gardent même de confondre ces deux expressions ; car l'erreur sur les motifs dit Pothier, n'annule pas la convention, même si la partie trompée a fait part à l'autre partie du motif erroné qui la portait à contracter (2).

Les textes eux-mêmes séparent également l'idée de cause finale de l'idée de cause impulsive. L'article 1132 notamment qui décide que « la convention n'est pas moins valable, bien que la cause n'en soit pas exprimée » ne se comprendrait pas si par cause on devait entendre les motifs qui ont pu déterminer les parties à contracter. Les motifs ne sont jamais exprimés, il est donc inutile de dire qu'on peut les passer sous silence.

Enfin si l'on donne au mot cause dans les articles

1. Aubry et Rau. T. 4 p. 321 § 345. Demante et Colmet de Santerre. t. 5, n° 46 bis, I et s. Laurent. t. 16, n° 107 et s. Gauly, *op. cit.*, p. 44 et suiv. *Contra* P. Colin, *thèse* Paris 1896, page 58-62.

2. Pothier, édit. Bugnet. *Traité des oblig.*, t. 2, p. 15.

1131 et suivants le sens de motifs de l'obligation ; pour rester d'accord avec soi-même, il faut décider que l'erreur sur les motifs aussi bien que l'immoralité de ces motifs entraîne la nullité des contrats. Si l'on admet l'un des deux cas, il faut admettre l'autre, puisque l'article 1131 s'occupe à la fois de l'obligation sans cause, sur fausse cause ou sur cause illicite. « Le même mot cause ne peut dans cet article unique, présenter plusieurs acceptions diverses et s'entendre tantôt de la cause proprement dite tantôt de la cause et des motifs de l'obligation (1). » Il est impossible d'admettre qu'une obligation soit déclarée nulle pour erreur sur les motifs sinon un bail contracté par un fonctionnaire serait nul parce qu'il croyait à tort devoir être nommé dans la ville où se trouve l'objet de la location (2). On ne peut aller jusque là. Puisque l'erreur sur les motifs ne saurait être une cause de nullité, par voie de conséquence il faut admettre que l'immoralité des motifs doit aussi rester sans influence sur la validité des contrats. Mais alors comment expliquera-t-on les dispositions des articles 1131 et suivants s'il faut entendre par cause les motifs de l'obligation ?

Et si l'on songe maintenant aux conséquences que nécessiterait une pareille explication de l'idée de cause,

1. M. Apper, note dans Sirey 96. 1. 283.

2. Larombière. *Théorie pratique des obligations*, tome I page 294.

on sera vite convaincu que telle n'a pas été l'intention du législateur. Comment les tribunaux pourraient ils rechercher les causes occasionnelles d'un acte ? Elles sont en général ignorées, en tous cas variables selon les personnes et les circonstances de temps et de lieu. Les juges seraient obligés de scruter les intentions des parties pour connaître les motifs qui les ont déterminées à s'obliger. Cette recherche serait bien difficile et les magistrats malgré toute l'habileté dont ils pourraient faire preuve ne seraient jamais à l'abri d'une erreur. En fait, une telle compréhension de l'idée de cause exige une sorte d'inquisition sur les volontés, pleine d'arbitraire et de périls.

On peut donc sans difficulté repousser l'idée de cause occasionnelle dans les contrats à titres onéreux, mais par suite des confusions que ces différentes explications du mot cause sont susceptibles de produire, il est nécessaire de distinguer la cause telle que nous l'entendons, de la cause occasionnelle.

Le moment de leur conception est différent. Ainsi que le dit M. Gauly « le motif préexiste à la convention puisque la partie conçoit une fin et le rapport de l'acte projeté à cette fin avant de se résoudre. La cause est de même date que la convention, elle ne doit pas être cherchée au delà de l'accord des volontés : le fait qui rend la dette intelligible est contemporain de l'obligation du débiteur (1). »

1. Gauly, *op. cit.*, p. 51.

La cause est invariable, les motifs sont extrêmement variables. La cause juridique telle que nous l'avons comprise, c'est-à-dire le but immédiat poursuivi par les contractants est toujours identique. La cause de l'obligation de l'acquéreur est toujours l'obligation du vendeur de livrer la chose. Une vente se répéterait-elle mille fois, mille fois les obligations réciproques des parties auraient les mêmes causes. Les motifs au contraire varient à l'infini, avec chaque convention. J'ai pu acquérir une maison par exemple, pour des motifs bien différents. Ce sera tantôt pour faire un placement d'argent, tantôt pour l'habiter, ou bien même pour la démolir afin de jouir d'un plus beau point de vue.

Enfin, dernières distinctions caractéristiques que nous avons signalées déjà. La cause de l'obligation se révèle de prime abord, sans difficulté, ni hésitation possible, tandis que la recherche du motif est fort difficile puisque le motif présente essentiellement un caractère personnel.

De toutes ces différences, il résulte que la cause juridique telle que nous l'entendons, et les motifs, sont deux buts que se propose la partie qui s'oblige, mais l'un est un but immédiat, essentiel qui se rencontre toujours dans tous les contrats du même genre, l'autre est un but plus éloigné, qui n'a rien d'essentiel puisque dans un contrat semblable, il peut être différent.

On voit combien ces deux idées sont éloignées l'une de l'autre et combien il est difficile de soutenir avec M. P. Colin que la « cause de l'obligation et le motif de l'obligation, c'est absolument la même chose » (1). Pour conclure écartons définitivement l'idée de cause occasionnelle en ce qui concerne les contrats à titre onéreux et écartons là radicalement, afin d'éviter les confusions qu'elle provoque dans la jurisprudence, ainsi que nous le verrons bientôt. « Il n'y a pas à se préoccuper des motifs qui ont déterminé un contrat, dit l'arrêt de la cour de Bordeaux que nous avons cité (2), le législateur n'a point voulu entrer dans une voie qui eut été pleine de périls. Il n'a pas subordonné la validité des conventions régulièrement formées, à une question d'intention le plus souvent aussi délicate que difficile à résoudre. »

1. P. Colin, *op. cit.*, p. 58.

2. Bordeaux, 6 février 1885. S. 86, 2-16.

CHAPITRE IV

Définition Générale de l'Idée de Cause en Droit

Après avoir recherché ce qu'est l'idée de cause en droit, résumons nos explications et essayons de définir ce que la loi a entendu d'une façon générale par le mot cause. Certains auteurs pensent que c'est là une impossibilité. « Les auteurs modernes, dit M. Planiol, ont, beaucoup travaillé pour trouver une définition générale de la cause... Leurs efforts ont été vains, la raison en est la multiplicité des notions comprises sous le nom de cause ; à ce qui est hétérogène, il est impossible de donner une définition unique » (1).

Pour MM. Aubry et Rau, la cause est « le motif juridiquement suffisant » (2). M. Gauly la place dans « le fait ou la qualité du créancier qui rend intelligible l'acte par lequel le débiteur s'est obligé » (3). M. P. Colin d'une façon assez vague voit dans la

1. Planiol. *Droit civil*, 5^e édition, tome II, page 352, n° 1035.

2. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 546, § 345. Textes et notes 4.

3. Gauly, *op. cit.*, page 51.

cause « une idée ayant immédiatement précédé, logiquement sinon chronologiquement la volonté de s'obliger dans l'esprit du débiteur » (1). Enfin Demolombe, Colmet de Santerre, MM. Baudry-Lacantinerie et Barde appellent cause le « but immédiat et par conséquent essentiel en vue duquel on contracte » (2).

M. César Bru (3) récemment a placé la cause juridique dans « le contenu réel de l'acte ». Pour lui l'obligation « n'a pas d'autre cause que sa source, l'idée de cause et l'idée de source sont confondues : c'est le contrat qui est la cause et la source de l'obligation mais en réalité dit-il, « il n'est pas exact de dire que le contrat est valable et définitif quand il a produit des obligations. Un contrat est fait en vue d'un but déterminé, il est la conséquence d'une volonté juridique complexe, il a en vue une opération économique précise. Les obligations qui en découlent ne sont que les moyens de réaliser ce but, l'intermédiaire nécessaire pour l'atteindre et alors la cause du contrat, c'est le contenu réel de ce contrat c'est ce que les parties ont voulu mettre dans ce contrat ».

En appelant ainsi, contenu réel du contrat, la cause

1. P. Colin, *op. cit.*, page 54.

2. Baudry et Barde *op. cit.*, page 335, n° 297. Colmet de Santerre, V. n° 46 bis, 1. Demolombe, XXIV, 345.

3. César Bru. *Cours de Droit civil*, 2^e année, 1913, page 37.

de l'obligation, M. César Bru sous une terminologie différente reproduit l'idée des auteurs qui voient la cause dans le but immédiat et essentiel de l'acte. Le contenu réel de la vente est l'équivalence entre la chose et le prix dit-il. Pourquoi l'acquéreur s'oblige-t-il ? Parce qu'il va recevoir l'équivalent du prix qu'il a versé. Quelle différence y a-t-il entre la cause ainsi entendue et celle que nous avons reconnue dans l'obligation de l'acquéreur ? Aucune, si l'acquéreur s'est obligé, c'est qu'il allait obtenir immédiatement l'engagement de recevoir la chose du vendeur, qui pour lui était l'équivalent du prix qu'il offrait.

Sans donc chercher à donner une définition nouvelle de l'idée de cause, nous dirons avec les anciens juriconsultes, que ce qu'il faut entendre par ce mot, c'est la cause finale dans les contrats à titres onéreux et la cause occasionnelle dans les contrats à titre gratuit. Il faut cependant constater que cette explication de l'idée de cause ne ressort qu'indirectement des textes trop courts du Code civil. Il n'y a rien d'étonnant dès lors que la jurisprudence ait commis de nombreuses erreurs dans l'interprétation qu'elle a donnée de la cause.

DEUXIÈME PARTIE

CRITIQUE DE L'IDÉE DE CAUSE

CRITIQUE DE L'IDÉE DE CAUSE

L'idée de cause en droit, a été très attaquée, cependant en France les premières critiques ne commencèrent à se faire jour qu'avec la publication des ouvrages de Laurent. Pour cet auteur « la théorie du Code sur la cause n'est pas juridique., et la loi à tort de distinguer la cause de l'objet et d'en faire une quatrième condition essentielle pour la validité des contrats » (1). Mais à l'étranger, cette attaque avait été précédée de plusieurs autres, notamment en Belgique ou dès 1826, Ernst, (2) professeur à l'université de Liège, demandait que l'on supprimât du Code, toute la théorie de la cause comme entièrement inutile. En France, depuis Laurent, l'idée de cause a été très vivement combattue dans de nombreuses thèses de doctorat et dans les commentaires les plus récents de droit civil. C'est ainsi que M. Huc (3),

1. Laurent, t. XVI-111.

2. Ernst et appendice dans la thèse de M. Timbal.

3. Huc, t. VI et VII.

M. Planiol (1) MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (2) prétendent que la théorie de la cause est superflue.

Pour nous aussi cette théorie telle qu'elle nous semble résulter du Code civil, est complètement inutile. Les solutions auxquelles elles conduit pourraient être toutes atteintes à l'aide d'autres règles juridiques déjà inscrites dans notre droit. Elle fait donc double emploi.

Elle est, également dangereuse par suite des erreurs et des confusions qui peuvent naître et qui sont nées des sens divers donnés au mot cause.

1. Planiol *op. cit.*, II p. 352.

2. Baudry-Lacantinerie et Barde. *Obligation*, t. I, p. 379.

CHAPITRE PREMIER

Inutilité de l'idée de cause

La loi nous l'avons vu, applique l'idée de cause pour annuler les contrats dans trois cas : lorsque l'obligation est sans cause, sur fausse cause, ou sur cause illicite. Recherchons dans quels cas, on peut dire que la cause fait défaut, est fausse ou bien est illicite et voyons si dans ces cas là, la théorie du Code civil est nécessaire.

SECTION I

Obligation sans cause

Nous ne pouvons pas dire qu'une obligation soit sans cause, lorsque la volonté de s'obliger y manque (1) puisque nous avons repoussé l'idée de cause efficiente. Si nous admettions cette idée, nous pourrions dire avec certains auteurs que l'obligation sans cause est un acte de folie (2). Au contraire, l'idée d'obligation sans cause peut se comprendre et le fait peut se

1. *Contra*, M. P. Colin, *op. cit.*, page 144.

2. Laurent, t. XVI, n° 112.

présenter. La cause dans les contrats à titre onéreux, avons nous dit, est le but immédiat poursuivi par les parties sans lequel le débiteur ne se serait pas obligé. S'il prévoyait que ce but ne serait pas atteint, il ne contracterait certainement pas. L'obligation est donc sans cause si cet élément que le débiteur considère comme essentiel ne peut exister. Ainsi lorsque dans la vente, le vendeur n'est pas en état de livrer la chose vendue et d'en transférer la propriété, soit parce que la chose n'existe pas, soit parce qu'il n'en est pas propriétaire, le contrat est nul faute de cause dans l'obligation de l'acquéreur. Le but que poursuit celui-ci est en effet impossible à atteindre. Pareillement dans certaines obligations dont la cause est successive, c'est-à-dire incessamment renouvelée, il peut arriver que la cause existant au début vienne à disparaître tout-à-coup. Le but que se propose le locataire par exemple, but qui est l'obligation du bailleur de lui procurer la jouissance de la chose, peut se trouver irréalisable, si la chose vient à périr par cas fortuit. Le bailleur est libéré de son obligation en vertu de l'article 1302 du Code civil et le locataire est libéré également pour l'avenir, du prix des loyers, parce que la cause de son obligation n'existe plus (1).

1. Larombière, I, p. 287 (art. 1131 n° 7). Demolombe XXIV, n° 358. Bufnoir, *op. cit.*, p. 539. Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, tome I, numéro 303.

Pour prendre des exemples dans la jurisprudence, voyons dans quels cas, celle-ci annule des contrats pour défaut de cause dans l'obligation.

La deuxième Chambre de la Cour d'appel de Lyon, dans un arrêt du 17 novembre 1904 (1) a annulé le contrat passé par une agence de transport avec une compagnie d'assurances, *La Winterthur*, pour se couvrir des risques d'accidents prévus par la loi du 9 avril 1898. Cette agence de transport ne possédait ni chevaux, ni camions car elle servait simplement d'intermédiaire entre les véritables entrepreneurs de transports et les clients. Elle échappait ainsi, a décidé la Cour de Lyon à la loi du 9 avril 1898. C'est pourquoi, l'entrepreneur qui avait souscrit par erreur cette police d'assurance le couvrant des risques prévus par cette loi, fut déclaré en droit de demander la nullité du contrat pour défaut de cause. Qu'elle était en effet la cause de l'obligation de l'assuré ? C'était l'engagement pris par la société de le couvrir des risques d'accidents qu'il pouvait courir. Mais puisqu'il ne courait aucun risque, n'étant pas assujetti à la loi, le but qu'il poursuivait ne pouvait pas être atteint et le contrat tombait faute de cause.

Il y a également défaut de cause dans un contrat par lequel une compagnie d'assurances à primes fixes, réassure l'ensemble des polices présentes et à venir

1. *La Loi*, 12 avril 1905.

d'une compagnie mutuelle, quand il résulte de l'interprétation donnée souverainement par le juge du fond aux stipulations et aux statuts, que la compagnie réassurante est obligée de faire face à toutes les indemnités et dépenses quelconques, qui auraient incombé à la compagnie réassurée, sans pouvoir toucher la partie des cotisations de mutualistes qui dépasserait les charges de l'exercice ; la réassurance n'ayant été qu'une manœuvre de spéculation destinée à procurer à ses auteurs des avantages particuliers illicites (1). Ainsi la compagnie qui avait réassuré était exposée à des pertes sans aucune chance de gain. En d'autres termes son obligation de supporter les pertes n'avait pas de contre-partie, ce qui faisait que le contrat de réassurance manquait de cause juridique.

La jurisprudence décide aussi, que l'obligation contractée envers un révélateur de succession est nulle faute de cause, s'il eut été possible de découvrir la succession sans l'aide ni le secours de ce généalogiste (2). En effet, le but que l'on poursuivait en contractant avec lui était d'obtenir son engagement de révéler l'existence d'une succession. Or, est-ce bien une révélation que l'indication d'une succession qu'on aurait découverte soi-même ?

La Cour de cassation dans un arrêt du 15 juin

1. Cass. Ch. civ., 19 nov. 1889. S. 91.1.508. D. 90.1.293.

2. Paris, 28 juillet 1879. S. 80.2.272. Trib. civil de Châteaudun 23 janv. 1903 *Gaz. Pal.*, 1903.1.318. La loi du 1 mars 1903.

1858 (1) a jugé également sans cause la cession d'un brevet d'invention lorsque ce brevet est dépourvu de toute valeur comme ne contenant que des procédés déjà connus, décrits et essayés, sans qu'il soit nécessaire que la nullité du brevet lui même ait été prononcée.

Nous pouvons encore citer le cas des effets de complaisance. Il s'agit là des lettres de change qu'un commerçant gêné et à bout de ressources tire sur une personne qui ne lui doit rien et que celle-ci accepte par suite de la promesse faite par le tireur de lui remettre les fonds pour payer la traite à échéance. L'obligation de payer ces traites est sans cause et partant nulle car celles-ci manquent de provision, puisque par hypothèse le tireur n'est pas créancier du tiré. La jurisprudence dans de nombreuses décisions a statué dans ce sens (2).

Les tribunaux ne sont pas d'accord pour annuler comme manquant de cause, les contrats dits « Boule de neige ». « Ce sont les conventions suivant lesquelles une personne contre paiement d'une somme dé-

1. Cass. Ch. req., 15 juin 1858. D. 58.1.453, cf. Req., 6 nov. 1854. D. 55.1.347.

2. Req., 31 janv. 1849. D. 49.1.134. S. 49.1.161. Bordeaux, 6 mars 1868. D. 70.2.102. Req., 30 mai 1843. D. 84.1.292. S. 84.1.154. Req., 18 oct. 1886. S. 86.1.470. Paris, 25 nov. 1889. D. 90.2.349. Req., 8 juin 1891. D. 91.1.336. Req., 27 juil. 1897. D. 97.1.606, Lyon, 1897. D. 97.2.385.

terminée reçoit d'un commerçant un titre nominatif auquel adhèrent des coupons de valeur égale, que cette personne doit vendre à des tiers, lesquels contre représentation du coupon et versement au Commerçant d'une somme égale à celle payée par le premier contractant, recevront à leur tour un titre de même nature, en telle sorte qu'après qu'ils se sont ainsi libérés, ou qu'à leur défaut, le premier contractant aura versé la somme totale des versements partiels, le tout dans un délai déterminé, le premier contractant aura le droit de se faire livrer par le commerçant une marchandise ; les sous-acquéreurs pouvant d'ailleurs, à leur tour et aux mêmes conditions, vendre à des tiers les coupons attachés à leurs titres (1). » Certaines décisions de jurisprudence (2) annulent ces contrats pour absence de cause, tandis que d'autres les regardent comme parfaitement valables. Les premières disent que l'obligation ferme du souscripteur correspond seulement à une apparence d'obligation de la part du commerçant et que dès lors le but que se propose ce souscripteur ne peut être atteint. Les autres au contraire décident avec raison

1. V. S. 1904.2.49.

2. Pour affirmative : Trib. civ. Lille, 15 janv. 1900. *Gaz. Pal.* 1900.1.181. D. 1900.2.239. Trib. civ. Seine, 19 nov. 1901. *Gaz. Pal.*, 1902.1.289. Pour la négative. Trib. com. Roubaix, 2 mai 1900. S. 1904.2.49. Dans ce sens. Wahl, note sous *Sirey* 1904.2.49 : Demogue. *Jurisp. en matière de dr. civ. Rev. trim. de dr. civ.*, (1904) p. 413-415.

« qu'une convention de cette nature n'est pas dépourvue de cause, la cause du versement étant l'achat d'une marchandise ; la difficulté que le souscripteur peut rencontrer au placement des tickets n'enlève pas à l'opération sa cause, car rien ne l'empêche, s'il n'arrive pas à placer les tickets d'acquérir la possession de la marchandise en faisant lui-même les autres versements. Il n'y a pas absence de cause, il s'agit d'un contrat synallagmatique, l'obligation de chaque partie a pour cause l'obligation de l'autre. Or ici aucune des obligations n'est fictive, le négociant a pour obligation de livrer une marchandise, le souscripteur de verser une somme et de fournir au négociant des clients (1). » Jamais personne n'a songé à soutenir que le contrat du commis-voyageur qui est payé tant pour cent sur son chiffre d'affaires, à la condition de procurer tant de clients, soit nul faute de cause, pourquoi le dirait-on pour les contrats de Boule de Neige ? » M. Wahl soutient cette opinion, mais tout en constatant la validité de telles conventions, il remarque dans la note précitée que ces contrats prouvent que « la bêtise humaine est sans limite (2) », et que « le désir des gains immodérés ne se rencontre pas seulement chez les négociants ».

Dans tous les autres cas que nous venons de citer

1. Wahl, note sous S. 1904, 2.49.

2. V^{ie} G. d'Avenel. *Revue des Deux-Mondes*, févr. 1901, p. 637.

dans lesquels la jurisprudence invoque l'absence de cause pour annuler les conventions, n'est-il pas possible de se passer de cette idée et d'arriver aux mêmes résultats en se basant sur d'autres règles de notre droit ?

Sans reprendre une à une toutes ces décisions, étudions pour les contrats synallagmatiques et pour les contrats réels l'effet de l'absence de cause, en appliquant au passage nos remarques à la jurisprudence.

Dans les contrats synallagmatiques, il y aura absence de cause lorsque l'obligation de l'une des parties n'existera pas, sera fictive, ou irréalisable. Ainsi dans une vente, l'obligation de l'acquéreur sera nulle faute de cause si l'obligation du vendeur ne peut pas être exécutée, si la chose vendue n'existe pas ou si le vendeur n'est pas propriétaire.

Dans cette hypothèse, il est certain que l'obligation du vendeur de livrer la chose n'existe pas, car l'objet de son engagement fait défaut. En effet, quel est cet objet si ce n'est la chose qui forme « la matière de l'engagement » c'est-à-dire le bien vendu ? Il fait défaut, l'obligation tombe donc faute d'objet.

Reste l'obligation de l'acquéreur. C'est ici que les auteurs causalistes font intervenir leur doctrine.

L'obligation de payer le prix est nulle, disent-ils, en vertu de l'article 1131 du Code civil parce que la

cause n'existe pas, parce que l'engagement du vendeur qui doit lui en tenir lieu ne prend pas naissance. Est-il bien utile de faire intervenir l'idée de cause pour annuler cette obligation ? Lorsque les parties se sont mises d'accord pour former le contrat, elles se sont entendues sur les clauses de ce contrat en manifestant le désir de se lier les unes aux autres. Leur accord de volonté portait sur tout l'engagement et chacune des parties entendait bien lui voir produire tous ses effets. Leur volonté s'appliquait à l'ensemble du contrat et non pas seulement à l'une des obligations. Cela est évident, puisque par définition le contrat bilatéral suppose une réciprocité d'engagements. Aussi, si l'un des deux engagements vient à manquer, l'autre immédiatement n'a pas lieu d'être exécuté. S'il en était autrement, le contrat changerait de nature, de synallagmatique et par conséquent à titre onéreux il deviendrait unilatéral et à titre gratuit. L'obligation de l'acquéreur subsistant malgré l'absence de la chose vendue par exemple, il en résulterait que le vendeur toucherait une somme sans avoir lui-même rien à déboursier. Dans les contrats bilatéraux si l'une des obligations tombe, l'autre doit également tomber. La loi ne le dit pas formellement, mais en décidant dans l'article 1184 que l'on a le droit de répéter ce que l'on a déjà livré au cas où l'autre partie n'exécute pas sa promesse, elle décide à plus forte raison que l'on a le droit de refuser

de remplir son engagement dans ce même cas. C'est l'exception que le droit romain appelait et que nous appelons encore « l'exception non adimpleti contractus ».

De ces explications on peut conclure, qu'au lieu d'annuler des contrats synallagmatiques pour absence de cause, les tribunaux pourraient se dispenser de recourir à ce moyen et dire qu'ils sont nuls faute d'objet, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 1108 du Code civil. Si cette absence d'objet ne peut s'appliquer très exactement qu'à l'une des obligations, peu importe, car l'autre tombe en vertu des règles générales de la résolution des contrats, précisément parce qu'il manque un objet pour former « la matière de l'engagement ».

C'est ainsi que la cour de Lyon (1) qui a annulé faute de cause, l'engagement souscrit par une agence de transport au profit d'une société d'assurance, pour se couvrir d'accidents dont elle n'était pas tenue, aurait pu arriver tout aussi bien au même résultat, en disant que le contrat était nul faute d'objet puisque cet objet, c'est-à-dire le risque à courir, n'existait pas en l'espèce.

Dans l'arrêt de cassation du 19 novembre 1889 que nous citons également et dans lequel un contrat de réassurance est annulé faute de cause parce que l'obligation de supporter les indemnités et dé-

1. Lyon, 17 novembre 1904, précité.

penses prise par la compagnie réassurante n'a pas de contre-partie, donc pas de cause juridique, on aurait pu tout aussi bien dire que ce contrat manquait d'objet, à savoir les primes qu'espérait toucher la compagnie réassurante.

Lorsque les tribunaux prétendent que le contrat passé par un généalogiste manque de cause si la succession révélée n'est pas inconnue des successibles ou si ceux-ci peuvent facilement la connaître, ils soutiendraient aussi exactement que le contrat manque d'objet. En effet, cet objet consiste dans le secret à révéler, or il n'y a pas de secret, puisque les héritiers auraient eu connaissance de la succession par d'autres voies.

Quant à la cession des brevets d'invention dépourvus de toute valeur, elle est également nulle faute d'objet. La matière de l'engagement est formée par le brevet qui, par hypothèse n'existe pas.

Nous sommes donc amenés à conclure que chaque fois qu'un contrat synallagmatique doit être annulé pour défaut de cause, on serait arrivé au même résultat en le déclarant nul faute d'objet.

Si nous passons maintenant aux contrats réels, nous savons que certains auteurs regardent la prestation comme étant la cause du contrat, ce qui revient à dire que le contrat sera nul faute de cause, si la prestation n'a pas été effectuée. Est-ce bien exact ? Nous ne le pensons pas. Il y a absence de

contrat bien plus que nullité. En effet si le propre de tout contrat est d'engendrer une obligation, cette obligation dans un contrat réel ne peut résulter que de la prestation effectuée. Si elle n'a pas été effectuée, il n'y a pas d'obligation, par conséquent pas de contrat. On ne comprendrait pas un contrat ne faisant naître aucune obligation.

Au surplus, l'absence de remise de la chose équivaut à l'absence d'objet. Un contrat de prêt dans lequel l'emprunteur n'aurait rien reçu serait nul faute d'objet bien plus que faute de cause.

Mais pour nous qui avons vu la cause des contrats réels, dans le but poursuivi par les parties, il nous sera facile ici encore de négliger cette théorie. L'absence de cause ne peut pas se produire. En effet, on a toujours en vue un but immédiat que l'on poursuit en s'obligeant. On ne reçoit pas une chose sans raison, on la reçoit à un titre quelconque, à titre de donation, de prêt ou de dépôt par exemple. Le seul vice qui puisse affecter de tels contrats ne peut être que l'erreur. On s'oblige en vertu d'un prêt à usage alors que l'autre partie n'entend faire qu'un dépôt. Dans cette hypothèse point n'est besoin de faire intervenir l'idée de cause. Le contrat est inexistant car il n'y a pas eu accord de volontés puisque l'une des parties a cru qu'il s'agissait d'un dépôt et l'autre d'un prêt à usage.

Ainsi dans les contrats réels que l'on fasse de la

prestation elle-même ou de l'intention des parties, la cause de la convention, les articles 1108-4°, 1131 et 1133 du Code civil sont encore inutiles. L'absence d'objet ou bien les règles générales relatives au consentement suffiront à nous conduire au même résultat.

SECTION II

Obligation sur fausse cause

A propos de l'obligation sur fausse cause que l'article 1131 du Code civil, déclare sans effet les auteurs ont toujours distingué entre la cause erronée et la cause simulée.

La cause est simulée, lorsque les parties ont assigné à l'obligation une cause autre que la véritable. Les parties peuvent avoir intérêt à taire la véritable cause d'une obligation et à en indiquer une autre qui soit fausse. Ainsi un billet souscrit pour une dette de jeu indiquera que l'obligation résulte d'un prêt.

L'indication d'une cause simulée ne rend pas le contrat nul, car l'obligation a bien été contractée pour une cause véritable, mais les parties ont volontairement dissimulé cette cause. Naturellement la cause simulée ne sera valable que si la véritable cause est elle-même licite. C'est ce que pensent d'ailleurs MM. Aubry et Rau. « La simulation, disent-ils, employée par le disposant ou les contractants pour

déguiser sous une fausse apparence ce qu'ils ont voulu faire en réalité, n'est point en général une cause de nullité. Ainsi une vente conclue sous forme de transaction, un partage fait sous forme de vente et d'échange ne sont pas sujets à annulation à raison de la simulation à laquelle les parties ont eu recours (1). » La jurisprudence a toujours statué dans ce sens (2) et la Chambre des requêtes dans un arrêt du 9 novembre 1891 l'a expressément déclaré. « La simulation d'un acte n'est pas par elle-même une cause de nullité de cet acte, lorsque les parties ont fait sous une forme fictive ce qu'elles pouvaient accomplir sous une autre forme et lorsque, malgré la cause énoncée, il en existe une, réelle et licite (3). »

Au contraire la cause est erronée lorsque le but n'existe que dans la pensée de celui qui s'oblige (4). Pothier pour expliquer la cause erronée prend l'exemple d'un testament gratifiant une personne d'un legs particulier. Pour se libérer de l'obligation dont il se croit tenu en vertu du testament, l'héritier s'engage au profit du légataire. Plus tard un codicille révoquant le testament est découvert, et l'obligation souscrite par l'héritier devient nulle car la cause sur

1. Aubry et Rau, 4^e édit., p. 113 et 115, § 35, cf. Demolombe, XXIV, n° 370. Laurent, XVI, n° 122.

2. Req., 3 déc. 1873. D. 75.1.26. Paris, 23 mars 1892. D. 92.2.240. Alger, 23 déc. 1895. D. 97.2.453.

3. Cass. req., 9 nov. 1891. S. 94.1.78.

4. Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, tome I, n° 305.

laquelle elle repose n'existe que dans sa pensée, est donc erronée (1).

La jurisprudence a notamment appliqué l'idée de fausse cause dans certains cas notamment dans l'hypothèse « d'un individu se croyant incorporé dans l'armée active à une époque où la loi admettait encore le remplacement et ayant traité avec un autre individu qui s'était obligé moyennant une somme déterminée, à faire pour lui le service militaire dont il se croyait tenu. Or le remplacé au moment du contrat se trouvait grâce au numéro qu'il avait tiré, libéré de tout service actif. Son obligation avait donc une cause erronée ». Sur la demande en paiement formée par le remplaçant elle fut déclarée nulle et de nul effet (2).

Pourquoi dans cette espèce faire intervenir l'idée de cause? Il était aussi juridique de dire : le contrat passé entre le remplaçant et le remplacé est nul et de nul effet parce que l'objet de l'obligation fait défaut. Le débiteur n'avait pas à se faire remplacer puisqu'il n'était pas appelé.

Au surplus il est bien difficile de distinguer cette cause erronée dont nous parle la loi de l'absence de cause. Comme l'observe Laurent : « le bon sens lui-même dit : quand on croit qu'il y a une cause alors que réellement il n'y en a pas, cela ne revient-

1. Pothier. *Obligations*, n° 42.

2. Cass., 30 juillet 1873. D. 73.1.330.

il pas à dire qu'il n'y a pas de cause (1) ? » Déjà Pothier le faisait remarquer : « Lorsqu'un engagement n'a aucune cause, ou ce qui est la même chose, une fausse cause, l'engagement est nul (2) ». C'est pourquoi dans ce cas aussi bien que dans celui de l'absence de cause, nous repousserons la théorie du Code. Pour atteindre les mêmes résultats, il suffit d'invoquer les règles relatives à l'objet de l'obligation.

SECTION III

Obligation sur cause illicite

La cause est illicite, dit l'article 1133 « quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ». Ce texte semble nous indiquer trois cas dans lesquels la cause est illicite.

1° Lorsqu'elle est prohibée par la loi, c'est à dire lorsqu'il est interdit par un texte d'atteindre le but immédiat que poursuit le débiteur.

2° Lorsque la cause est contraire à l'ordre public. En réalité, toutes les fois que la loi prohibe une convention, c'est qu'elle la regarde comme contraire à l'ordre public, malheureusement la réciproque n'est pas vraie, Toutes les conventions contraires à l'ordre public ne sont pas prohibées par un texte formel et comme l'ordre public est une notion en somme assez

1. Laurent, t. 16, n° 120.

2. Pothier. *Des obligations*, n° 42, Adde Huc, t. 7, n° 80..

vague, variable, et contingente, c'est une question de fait à examiner dans chaque espèce que celle de savoir s'il n'est pas violé.

3° Lorsque la cause est contraire aux bonnes mœurs. Il n'est guère plus facile de définir d'une façon précise ce qu'il faut entendre par cause contraire aux bonnes mœurs que par cause contraire à l'ordre public. Ici encore il est impossible de donner une définition générale, de poser un principe applicable dans tous les cas. Il n'y a que des questions d'espèce.

De nombreuses décisions judiciaires ont annulé des contrats pour cause illicite. Pour les étudier, nous distinguerons d'une part la cause contraire à l'ordre public, d'autre part la clause contraire aux bonnes mœurs, car la cause prohibée par la loi n'est comme nous l'avons fait observer qu'un cas particulier de la cause contraire aux bonnes mœurs.

§ I. — DE LA CAUSE CONTRAIRE A L'ORDRE PUBLIC

Les conventions dont les causes sont contraires à l'ordre public sont innombrables. Il est impossible de les énumérer toutes. Nous nous contenterons d'examiner les principales, pour prouver que la théorie de la cause est superflue et qu'elle ne présente vraiment aucune utilité. On verra que dans tous les cas où une obligation est nulle par suite du caractère

illicite de sa cause, c'est en réalité qu'elle est nulle à raison du caractère illicite de son objet.

Tout d'abord, relativement à l'état des personnes, nous pouvons citer quelques arrêts qui ont fait une application des articles 1131 et suivants du Code civil. C'est ainsi que la Cour d'appel du Sénégal, dans un arrêt du 2 mars 1825 a annulé en vertu de l'article 1133 du Code civil le mandat donné et accepté pour exécuter la traite des noirs prohibée par la loi du 15 avril 1818. Cet arrêt déféré à la Cour de cassation a été confirmé (1). Il a été jugé également par cette dernière juridiction qu'un billet souscrit envers une personne pour assurer l'exécution d'une promesse de mariage, reposait sur une cause illicite qui entraînait la nullité (2). De même en ce qui concerne le mariage, la Cour d'appel d'Alger, décide que la promesse faite par l'un des futurs époux à l'autre de lui payer une certaine somme d'argent s'il se retire, est nulle (3).

Dans tous ces cas il n'était pas nécessaire de recourir aux articles 1131 et suivants du Code civil. Il suffisait de rechercher quel était l'objet des obligations et de voir si cet objet était licite. En effet l'article 6 du Code civil qui décide « qu'on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs » décide

1. Cass. req. 7 nov. 1832 *Dall. Rep.* v. mandat, n° 33.

2. Cass. Ch. reun. 7 mai 1836. S. 36.1.574.

3. Alger 9 avril 1895. S. 96.2.79, D. 95.2.320.

implicitement que l'objet des conventions doit être licite, e'est-à-dire qu'il ne doit être ni contraire à l'ordre public, ni immoral. Or, quel était l'objet des contrats que nous venons de citer ? Faire tomber en esclavage, obtenir un consentement à mariage, ou se réserver la possibilité de se désister d'un mariage au moyen d'une somme d'argent. Il s'agit là de clauses contraires à l'ordre public qui ne peuvent être insérées dans les conventions privées. On dit habituellement pour exprimer cette idée que l'état des personnes n'est pas dans le commerce.

On annulerait également au moyen des règles relatives à l'objet sans recourir à l'idée de cause, les contrats qui porteraient atteinte aux droits de père, d'époux, d'enfant légitime ou naturel, à ceux résultant de la majorité, de la minorité ou de l'interdiction.

Nombreuses sont encore les applications de la cause illicite dans les décisions relatives aux conventions restrictives de la liberté du travail ou du commerce. C'est ainsi qu'on annule pour cause illicite, les engagements perpétuels de travailler, comme contraires à la loi, puisque l'article 1780 du Code civil déclare « qu'on ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée ». Ces contrats sont nuls, c'est entendu, mais à raison de leur objet, qui est illicite (1).

1. Cass., 21 art. 1839, à propos des médecins qui engagent leurs services à vie. *Dall. Rep.*, v^o *Louage d'ouvrage*, n^o 27.

L'engagement perpétuel de ne pas travailler, qu'il s'agisse d'un métier manuel ou d'une exploitation commerciale, est nul, comme contraire au principe de la liberté du travail posé par la loi du 2 mars 1791, mais il est nul parce que l'objet de l'obligation est contraire à la loi et non par suite du caractère illicite de la cause comme l'affirme la jurisprudence (1). Il serait fastidieux de continuer à énumérer plus longuement les décisions judiciaires qui ont appliqué la théorie de la cause illicite. Contentons-nous de citer simplement les principales applications en disant que toutes les fois que l'on parle d'une cause illicite, il s'agit en réalité d'un objet illicite. Ainsi sont nulles, pour cause illicite d'après la jurisprudence, mais d'après nous à raison de leur objet illicite : la vente de remèdes secrets (2), les obligations ayant pour but l'exercice d'une profession soumise à l'obtention d'un diplôme (médecins, pharmaciens) contractées par une personne non diplômée (3), les ventes de denrées falsifiées (4), les contre-lettres dans

1. Cass., 11 mai 1858. D. 58.1.219; Cass., 21 fév. 1862. D. 62.1.185. Cass., 25 mai 1868. D. 69.1.277. 2 mai 1882. D. 83.1.168. Pour un associé. Cass., 19 déc. 1860. D. 61.1.115. Pour un vendeur de fonds de commerce. Cass., 6 juil. 1853. D. 94.2.16; Cass., 28 mai 1895. D. 95.2.399.

2 Paris, 15 juin 1838. D. Rep., v^o oblig. n^o 586. Cass., 19 nov. 1895.

3. Besançon, 19 janv. 1872. D. 72.2.136. D. 96.1.300. Rouen, 24 nov. 1901 et Cass. req., 24 nov. 1902. *Le Droit*, 13 fév. 1903.

4. Montpellier, 27 juil. 1877. D. 79.2.72. Cass., 12 fév. 1883. D. 83.1.450. Montpellier, 1^{er} juin 1878. D. 79.2.72. Cass., 23 juin 1873. D. 79.1.307.

les cessions d'office ministériels (1), les pactes de *quota litis* (2), les conventions tendant à frauder les lois fiscales (3) les conventions portant atteinte à la liberté des enchères (4), le trafic d'influence (5) etc.

Enfin parmi les obligations ayant une cause contraire à l'ordre public, il nous reste encore à indiquer celles souscrites par les personnes qui ont commis un délit, au profit de celui qui en a été la victime, pour prix de son silence (6). Ces obligations sont nulles, elles ont en effet pour objet d'échapper à une plainte et à des poursuites que l'ordre public à intérêt à ne pas voir suspendues. C'est encore l'objet qui est illicite aussi bien que la cause de l'obligation.

1. Cass., 13 juill. 1885. D. 86.1.263. S. 86.1.205 ; Cass. civ., 25 janv. 1887. S. 87.1.224. Rennes, 19 janv. 1881. S. 1881.2.181. Rennes, 15 avril 1886. S. 1886.2.213. Civ. Req., 22 mai 1889. D. 83.1.471. S. 83.1.452. *Droit*, 23 juil. 1900.

2. Cass. civ., 13 juill. 1896. S. 99.1.182. D. 97.1.74.

3. Toulouse, 2 mars 1870 (sous Req., 13 mars 1872) D. 72.1.256 ; Cass. Req., 10 avr. 1900. D. 1902.1.11.

4. Req., 23 juill. 1866. D. 67.1.67 ; Cass. civ., 11 mars 1879. D. 82.1.404.

5. Cass., 5 fév. 1902. S. 1902.1.389. Cass. req., 15 mars 1911. S. 1911.1.447.

6. Bordeaux, 20 fév. 1833. S. 1833.2.462. Pau, 31 oct. 1901. *La loi*, 12 nov. 1901.

§ II. -- DE LA CAUSE CONTRAIRE AUX BONNES MŒURS

Nous avons dit déjà que le terme de bonnes mœurs n'est guère plus précis que celui d'ordre public et qu'il est susceptible de recevoir des sens très étendus. Ici encore, c'est la jurisprudence qui recherche dans chaque espèce si les bonnes mœurs ont pu subir une atteinte.

C'est ainsi qu'elle a très souvent annulé pour cause immorale, le contrat de courtage matrimonial par lequel une personne s'engage à mettre en rapport deux autres personnes en vue d'un mariage et stipule un salaire au cas où ses démarches réussiraient. Un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 1^{er} mai 1855 décide que « le mariage étant un engagement qui touche aux intérêts les plus élevés de la famille et de la société, dont il est la base essentielle, le consentement des époux qui s'unissent ou des parents qui ont autorité sur eux, doit être libre, éclairé et par conséquent affranchi de toute influence étrangère et intéressée à agir sur la détermination des uns ou des autres (1) ». C'est pourquoi la Cour

1. Cass. Ch. civ., 1^{er} mai 1855. D. 55.1.144. Rapport du Conseiller Laborie.

de Cassation a annulé la convention de courtage matrimonial, au moyen des articles 1131 et suivants du Code civil, en considérant qu'elle porte atteinte à une liberté d'ordre public.

Est-il nécessaire de parler ici de cause illicite ? Il nous paraît qu'il serait aussi juridique de dire, le contrat est nul parce que les démarches du courtier, qui forment l'objet, la matière de l'engagement ont un caractère immoral.

Au surplus, cette discussion est peut-être inutile, car le fait de servir d'intermédiaire pour négocier un mariage et de se faire payer le prix du service rendu, n'a rien qui soit illicite. La morale et l'ordre public seraient atteints par exemple, si le consentement des époux était vicié par des manœuvres capables de les influencer, ce qui dans la plupart des cas n'arrive jamais, car le rôle de l'intermédiaire se borne à mettre les familles en relation et à donner des renseignements qu'on est libre de contrôler.

La jurisprudence n'a pas admis cette idée, sans doute parce que les gens qui négocient habituellement les mariages, sont des amis qui agissent par sympathie pour les familles, sans poursuivre une idée de gain. Ce motif nous paraît insuffisant pour permettre de conclure, que les courtiers matrimoniaux ne doivent jamais être payés, alors qu'ils sont de bonne foi et que telle est la condition de leurs démarches.

Nos tribunaux font donc intervenir l'idée de cause

là où l'objet du contrat suffirait à provoquer la nullité des obligations, en supposant toutefois que cet objet soit illicite. Remarquons enfin que la jurisprudence dans quelques arrêts récents a validé le courtage matrimonial à condition que le courtier soit de bonne foi (1).

Les ventes de maison de tolérance sont également annulées parce que leurs obligations reposent sur des causes immorales. Ici encore, au lieu de faire intervenir une notion aussi abstraite que la cause, il est possible aux magistrats d'annuler les conventions en constatant le caractère immoral de leurs objets (2).

Enfin à titre d'indication, citons le contrat d'entreprise de succès dramatique appelé contrat de claqué. Ce contrat a été annulé pendant longtemps en vertu des articles 1131 et suivants du Code Civil, sous prétexte que « le service des claqueurs est essentiellement basé sur le mensonge et la corruption et que les manifestations achetées d'avance par les entre-

1. Jurisprudence annulant le courtage matrimonial. Poitiers 3 mars 1853. S. 53.2.653; Cas. 1^{er} mai 1855. S. 1855.1.337; Paris, 11 janv. 1884. S. 84.2.134; Paris 27 octobre 1892. S. 93.2.24; D. 93.2.271 (motifs); Paris 9 août 1904; S. 1905.2.15. Trib. civ. Seine, 3 juin 1912; D. 1912.5.21. Cons. wahl. Le courtage matrimonial. *Revue trimest. de Droit Civil*, 1904, p. 490.

Jurisprudence validant le courtage matrimonial à condition que le courtier soit de bonne foi. Lisieux, 21 janvier 1903. S. 1993.2.182; Nice, 22 décembre 1909 S. 1910.2.293. Agen, 13 décembre 1909. S. 1910.2.211.

2. Civ. rej., 15 décembre 1873. D. 74.1.222; S. 74.1.241; Req., 1^{er} avril 1895. D. 95.1.263. Douai, 24 oct 1887. S. 90.2.99; Beauvais, 3 novembre 1898. *Gaz. Pal.*, 98, 2.499.

preneurs de succès entravent ou détruisent la liberté d'examen du public payant ». Cette jurisprudence n'est plus suivie et les tribunaux estiment sans doute que les procédés de la réclame moderne autorisent de telles conventions. Néanmoins remarquons encore que l'objet aussi bien que la cause était immoral dans ces contrats (1).

Nous n'avons pas la prétention d'avoir passé en revue tous les contrats dans lesquels la jurisprudence applique l'idée de cause, mais dans tous ceux que nous avons examinés, nous avons pu constater l'inutilité des articles 1131 et suivants du Code Civil et la facile substitution de leurs dispositions par les règles relatives à l'objet des obligations.

1. Jurisprudence annulant le contrat de claque, Lyon 25 mars 1873. S. 73.2.173; D. 73.2.68; Paris, 3 juin 1839. *J. P.*, 40.1.700; Paris, 23 juillet 1853. *J. P.*, 53.2.144; D. P. 53.5.450; Trib. civil de la Seine, 23 septembre 1852. S. 1853.2.499.

Jurisprudence validant ce contrat. Trib. civ. Seine, 27 juin 1896, *Gaz. du Pal.*, 96.2.408; S. 1900.2.144; D. 1903.2.79. Cons. *Revue trimestr. de Droit Civil*, 1903, p. 884.

CHAPITRE II

Confusion de la cause et de l'objet.

Les textes relatifs à la cause sont donc inutiles puisque dans tous les cas où ils trouvent leur application, les règles relatives à l'objet des contrats, conduisent aux mêmes résultats. Nous avons en effet constaté pratiquement, que chaque fois que la cause était viciée, nous pouvions constater le même vice dans l'objet. Egalemeut nous avons remarqué que les accords de volontés dépourvus de cause étaient dépourvus d'objet. Il est très curieux de voir deux éléments distincts, nécessaires dans une obligation, susceptibles d'entraîner par des vices semblables la nullité du contrat qui le supporte. Il faut pour expliquer cela que les textes relatifs à l'objet prévoient les mêmes hypothèses que ceux relatifs à la cause et que la cause et l'objet ne fassent qu'une seule et même chose.

L'article 6 du Code civil aux termes duquel on « ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes

mœurs », s'applique évidemment aux conventions puisqu'il le dit. Mais qu'est-ce au juste qu'une convention ? « C'est, disent MM. Aubry et Rau, l'accord de deux ou plusieurs personnes sur un objet juridique. » Or, cet accord de volontés, conçu indépendamment de l'objet sur lequel il porte, ne peut pas être illicite ; on peut donc conclure que l'article 6 exige que l'objet des conventions doit être conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Quant à la cause, nous savons que l'article 1133 du Code civil lui impose également d'être conforme à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Puisque nos textes prévoient pour l'objet et pour la cause, les mêmes cas susceptibles de les rendre illicites, il est à croire qu'ils ont donné deux noms au même élément nécessaire à la validité conventions. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi ?

Dans un contrat synallagmatique, l'obligation de chaque partie a pour cause l'obligation de l'autre, c'est-à-dire que le but poursuivi par chaque partie est l'engagement de l'autre. Il est certain que cet engagement n'intéresse chacune des parties, au point de le poursuivre comme but immédiat, qu'en raison de l'objet qu'il supporte. Si je m'engage par exemple à vendre ma maison, ce n'est pas tant pour obtenir la promesse du prix que pour obtenir le prix lui-même. C'est pourquoi, il nous est facile d'assimiler l'objet et la cause et de dire que ce sont, dans les

contrats synallagmatiques, deux éléments qui se confondent.

D'ailleurs presque tous les commentateurs du Code civil disent que la cause de l'obligation se confond dans les contrats synallagmatiques tantôt avec l'objet, tantôt avec l'autre obligation. On trouve parfois chez les mêmes auteurs les deux opinions.

Pour ne citer que les plus importants, remarquons que Merlin dit que « la cause de l'obligation que s'impose l'une des deux parties est ce que l'autre partie s'engage de lui donner » (1), c'est-à-dire l'objet du contrat, alors qu'ailleurs il remarque que lorsqu'il « achète un immeuble la cause de l'obligation qu'il s'impose d'en payer le prix est l'engagement que contracte le vendeur de lui en assurer la propriété » (2). Marcadé, après avoir montré que « la cause de chaque obligation se trouve dans l'objet de l'autre » (3), affirme que « dans les contrats synallagmatiques, c'est toujours l'obligation d'une partie qui est la cause de l'obligation de l'autre » (4). S'agit-il d'un contrat synallagmatique se demande Demolombe ? « l'obligation de chaque partie a pour cause l'obligation de l'autre » (5) et ailleurs « la

1. Merlin. *Question de droit*, t. II, 2^e cause d'oblig. § 1.

2. Merlin. *Rep.*, t. VI, n^o 20, p. 734.

3. Marcadé, t. IV, n^o 483, t. V, art. 1315, n^o 3.

4. Marcadé, t. VIII, n^o 5.

5. Demolombe, t. XXIV, n^{os} 3, 48, 374, 380.

cause d'une obligation porte sur l'objet de l'autre (1). » Quant à Laurent, il emploie aussi les deux expressions. « Dans les contrats à titre onéreux, la cause se confond avec l'objet » (2) et « la cause consiste dans la promesse réciproque qui constitue le contrat synallagmatique (3). »

Sans trouver chez d'autres auteurs, les deux terminologies dans le même ouvrage, il est facile de rencontrer quand même, les deux expressions. C'est ainsi que Toullier (4) et Duranton (5) constatent « que la cause de l'obligation de l'un se confond avec l'obligation de l'autre » tandis que Larombière (6) Colmet de Santerre (7) MM. Baudry-Lacantinerie et Barde disent que « les deux obligations se servent réciproquement de cause » (8).

Ces deux expressions employées indifféremment par les mêmes auteurs prouvent bien l'identité des deux formules, ainsi que le constate Demolombe. « Puisque dans les contrats synallagmatiques, l'obligation de l'une des parties a pour cause l'obligation de l'autre, il en résulte nécessairement que la cause

1. Demolombe, t. XXIV, n^{os} 348, 374, 380.

2. Laurent, t. XVI, n^o 110.

3. Laurent, t. XVI, n^o 109.

4. Toullier, t. VI, n^o 166.

5. Duranton, t. X, n^o 327 et 360.

6. Larombière, t. II, art. 1181, n^o 1.

7. Colmet de Santerre, t. V, art. 1131, n^o 46.

8. Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*, tome I, n^o 298.

de l'une, porte par cela même sur l'objet de l'autre et réciproquement (1). » Ainsi dans les contrats synallagmatiques, objet et cause peuvent être employés indifféremment.

Pour les contrats réels il est plus difficile d'assimiler la cause à l'objet. C'est d'ailleurs complètement inutile. La cause réside dans la prestation effectuée à laquelle se joint le but poursuivi par les parties. S'il n'y a pas de prestation effectuée, il n'y a évidemment pas d'objet puisqu'il n'y a pas d'obligation. Nous avons vu en effet que l'obligation de restituer préexiste à la convention, si bien que si la prestation n'est pas effectuée, l'obligation du débiteur, malgré le contrat, est inexistante.

De plus, il serait impossible d'appliquer à cette cause, les règles que la loi impose à la cause des obligations. Le fait de recevoir une chose, pour en jouir en qualité d'emprunteur, pour la conserver en qualité de dépositaire, n'est jamais immoral ou illícite, il ne le devient que par suite de motifs plus ou moins éloignés qui se greffent sur la remise.

Dans les contrats à titre onéreux nous repoussons donc complètement l'utilité de la théorie de la cause. Nous n'y voyons qu'une doctrine surperflue soit qu'elle n'offre aucune utilité à être appliquée comme dans les contrats unilatéraux, soit qu'elle fasse dou-

1. Demolombe, t. XXIV, n° 348, comp. Pothier, n° 42.

ble emploi avec les règles de l'objet comme dans les contrats synallagmatiques. « Dans ces sortes de contrats, dit Demolombe lorsqu'il s'agit de savoir, si la cause d'une obligation est licite ou illicite cette question se confond avec celle de savoir si l'objet de cette obligation est lui-même licite ou illicite » (1). Ces deux questions, ainsi que nous l'avons vu, n'en font qu'une.

Si nous adoptons maintenant la doctrine de M. Cézar Bru qui place la cause dans « le contenu réel du contrat » (2) la confusion entre la cause et l'objet sera plus facile encore à constater. « La cause, dit-il, c'est ce que les parties ont voulu mettre dans le contrat. » Ainsi, dans la transaction, ce qui est la cause, c'est moins la prestation que l'on verse, la concession que l'on fait, que le désir « d'arriver à la terminaison d'un différent ». D'ailleurs, ajoute-t-il en note, « l'article 2056 montre bien que c'est là, la véritable cause de la transaction, puisqu'elle est nulle si elle est relative à un procès terminé ». D'accord, elle est nulle, mais elle l'est non pas, parce que la cause fait défaut mais parce qu'il n'y a plus d'objet puisqu'il n'y a plus de différent.

1. Demolombe, t. XXIV, n° 348.

2. Cézar Bru, *op. cit.*, p. 37.

CHAPITRE III

Dangers de la théorie de la cause.

Après avoir dit de la cause qu'elle est inutile, nous irons plus loin encore, nous dirons qu'elle est dangereuse. En effet, les sens divers du mot cause font que la jurisprudence lui trouve des applications qui sont contestables. Elle voit très souvent l'occasion de faire intervenir les articles 1131 et suivants du Code civil alors qu'en réalité, il ne s'agit pas de la cause telle que la loi la conçoit. C'est ainsi que la jurisprudence confond fréquemment la cause et les motifs dans les contrats à titre onéreux alors qu'il s'agit de deux éléments différents que les auteurs du Code civil ont entendu distinguer. Cette extension critiquable au point de vue strictement juridique est peut-être justifiée par de puissantes raisons de moralité et de justice supérieures. Les tribunaux, qui sont les gardiens de la morale et de l'ordre public peuvent peut-être, en vertu de cette mission, étendre aux motifs les règles relatives à la cause. Personne ne conteste au pouvoir judiciaire le droit de sanc-

tionner les manquements à l'ordre et à la morale publique, mais il faut reconnaître que ce droit est fixé strictement par les textes. Quelle serait en effet, la limite à laquelle les tribunaux devraient s'arrêter ?

Prenons parmi les discussions de la jurisprudence les plus significatives dans ce genre ; celles qui confondent de la façon la plus indiscutable la cause finale et la cause occasionnelle des obligations et étudions les dangers d'une telle extension. Nous placerons dans un premier paragraphe les contrats relatifs à des établissements immoraux et dans un second, ceux relatifs à la corruption électorale.

§ 1. — CONTRATS RELATIFS A DES ETABLISSEMENTS IMMORAUX

Dans les décisions relatives à des contrats concernant les établissements immoraux, le mépris qu'inspirent sans doute les contractants, semble avoir guidé la jurisprudence plutôt que de pures considérations juridiques. Aussi confond-elle souvent la cause et les motifs dans le but d'arriver probablement à des résultats moraux. Les ventes et les locations d'immeubles servant de maisons de tolérance et les contrats relatifs à ces mêmes établissements sont presque toujours annulés en vertu des articles 1131 et suivants alors qu'en réalité, seuls les motifs sont affectés d'un caractère immoral.

De nombreux arrêts frappent de nullité les contrats de vente et de location d'immeubles devant servir à l'exploitation d'une maison de tolérance ou de jeu. La raison de ces décisions est que ces contrats « ont une cause contraire aux bonnes mœurs » (1). Or, dans ces contrats, la cause de chacune des obligations est licite et morale. En effet, la cause de l'obligation de l'acquéreur ou du preneur est la remise en propriété ou la jouissance de l'immeuble, tandis que la cause de l'obligation du vendeur ou du bailleur, est le paiement du prix ou bien celui des loyers. En elles-mêmes, dépouillées de tout élément tiré de l'intention des parties, ces causes n'ont rien de contraire aux bonnes mœurs. Sans doute, l'objet de la convention peut servir à un établissement immoral, mais rien n'oblige les parties à lui donner cette destination. Dans le cas où elles auraient eu cette intention au moment de contracter, cela ne ferait pas de leur désir une cause juridique capable d'intéresser les juges.

La même confusion entre cause et motif se révèle relativement aux prêts et à toutes les conventions passées avec des établissements immoraux. Ainsi, un prêt de somme d'argent, qui a pour cause, le versement des deniers à titre de prêt, a été annulé en vertu de l'article 1133 du Code civil parce que l'emprunteur a contracté son engagement en vue de se

1. Riom, 30 nov. 1893. ; S. 94.2.75 ; Alger, 9 mai 1894. D. 95.2.21.

procurer les fonds nécessaires à l'acquisition ou à l'exploitation d'un établissement immoral (1). La Cour de cassation en statuant ainsi a commis une erreur. Il n'y a pas de cause immorale. En effet elle est absolument indépendante de l'emploi des deniers, car autrement, le prêteur serait en droit d'exiger que l'emprunteur lui fasse connaître l'emploi qu'il se propose de faire de la somme prêtée. On ne pourrait pas lui refuser le droit de voir si les éléments nécessaires pour la formation du contrat se trouvent réunis et l'on voit d'ici, à quelles difficultés on aboutirait en pratique avec de telles investigations. La Cour de cassation a fait remarquer cependant dans l'arrêt cité ci-dessus, que les deux parties avaient en connaissance de la destination des deniers, ce qui semble répondre à la critique que nous faisons. Mais qu'importe de connaître cette destination ? Ce n'est pas cela qui en fera la cause de l'obligation.

Egalement par suite de la même confusion les tribunaux annulent le prêt d'argent fait par un garçon de cercle à un joueur pendant le cours d'une partie (2).

Les décisions les plus injustifiables cependant ont été rendues relativement à des contrats passés avec

1. Paris, 26 janv. 1894 et cass. req. 1^{er} avril 1895. S. 96.1.289. D. 95.1.263. *Contra*, Paris, 13 fév. 1877. S. 77.2.233.

2. Cass. Req., 4 juillet 1892. D. 92.1.500. Paris, 1^{er} avril 1895. *Gaz. Pal.*, 95.2.158.

des établissements immoraux. Ainsi, l'affaire suivante fut soumise au tribunal de commerce de la Seine : le tenancier d'une maison de tolérance avait acquis à crédit du champagne, destiné à être consommé dans son établissement, et lors de l'échéance de la dette, il refusa de payer sous prétexte que son obligation avait pour cause une immoralité. Le tribunal de commerce de la Seine ne dédaigna pas d'accepter de semblables prétentions et il refusa tout effet à l'obligation contractée par le tenancier de la maison de tolérance sous prétexte que la cause était immorale (1). Le tribunal de Liège annula également pour le même motif la vente à crédit d'un mobilier destiné, au su du vendeur à garnir une maison de tolérance (2).

A citer encore, comme caractéristique la décision rendue par la Chambre des requêtes le 11 novembre 1890 (3). Un établissement immoral ayant fait de mauvaises affaires, les créanciers se partageaient l'actif au moyen d'un ordre. Parmi ceux-ci se trouvait un domestique qui avait fourni ses services dans l'établissement, (services ménagers sans caractère moral ni immoral). On refusa de l'admettre dans les collocations et l'affaire portée devant les tribunaux, vint

1. Trib. com. Seine, 1^{er} mai 1888. *Gaz. Pal.*, 88-1.797.

2. Trib. Liège, 14 nov. 1896. *Pasicr.*, 97.3.75.

3. Cass. Req., 11 nov. 1890. S. 1891.1.319 ; D. 91.1.484. Cfr. Huc XVI n° 82, p. 119.

jusqu'à la Chambre des requêtes qui décida que la créance « qui a pour cause des services de domesticité rendus dans une maison de tolérance en vue de l'exploitation de cet établissement, devait être considérée comme fondée sur une cause contraire aux bonnes mœurs et ne pouvait faire l'objet d'une collocation dans un ordre ».

Il faut convenir, que dans toutes ces affaires ce ne sont pas les causes des obligations qui sont immorales, ce sont les décisions de la jurisprudence. Et de plus elles sont illégales.

Elles sont illégales, car toutes annulent les contrats pour des motifs illicites alors que la cause est parfaitement licite. La cause de l'obligation contractée envers une personne de lui livrer du champagne, de lui transférer la propriété de meubles, de lui louer ses services n'est pas immorale. Ce sont les motifs qui poussent les parties qui sont immoraux. Peu importe la destination du champagne, des meubles ou des services, ceci varie avec chaque personne, et ne regarde pas les tribunaux. Pour pouvoir annuler ces contrats, il faudrait prouver que la cause immorale de l'obligation résulte de la nature même de l'objet, des services que le domestique par exemple a promis de rendre.

Elles sont immorales parce qu'il n'est pas possible d'autoriser des gens peu intéressants, de se libérer de leurs obligations sous prétexte qu'ils remplissent

une profession immorale. Il est déjà suffisant de leur permettre de vivre des passions humaines sans leur accorder le privilège de ne pas payer leurs dettes. Il est donc impossible, de justifier cette extension de la jurisprudence par le souci d'un principe supérieur de moralité que les tribunaux doivent sauvegarder.

Les décisions les plus récentes ont d'ailleurs modifié la jurisprudence et nous pouvons en citer plusieurs, conformes aux textes et à la morale. Ainsi, « le contrat d'assurance contre l'incendie passé par le tenancier d'une maison de tolérance ne peut être annulé, décide la Cour de cassation comme ayant une cause immorale, alors que dans ce contrat, les prestations que les parties se sont mutuellement promises consistaient d'une part, dans le paiement par l'assuré des primes convenues, d'autre part dans le paiement par la compagnie d'une indemnité pécuniaire, ou à son choix, dans la reconstruction ou la réparation des bâtiments incendiés et le remplacement en nature des objets détruits ; ces prestations licites en elles-mêmes n'ont pas pu devenir illicites par cela seul que les risques assurés dépendaient d'une maison de tolérance et elles ne sauraient être considérées comme ayant eu en vue la création, le maintien ou l'exploitation d'un établissement de cette nature (1) ». Pour des fournitures de boissons,

1. Cass. 4 mai 1903. S. 1904.1.509.

la Cour de Rouen (1); pour des fournitures de lingerie, la Cour d'appel d'Alger (2) ont statué dans le même sens. Ces décisions se fondent sur cette idée qu'il ne faut pas confondre la cause d'une obligation avec les motifs dont elle est assortie et que si la cause est licite, peu importe le motif de l'engagement. On peut ajouter que si cette dernière jurisprudence est plus juridique que la précédente, les conséquences auxquelles elle aboutit sont également plus morales.

§ II. — CONTRATS RELATIFS A LA CORRUPTION ÉLECTORALE

La jurisprudence, relativement à des faits de corruption électorale, s'est montrée peu soucieuse de distinguer les motifs de la cause des contrats. A cet égard les tribunaux de Tarbes et de Castelnaudary, le premier dans un jugement du 14 mars 1899 (3) et le second dans un jugement du 25 juin 1902 (4) se signalent nettement. Dans ces deux espèces, la question posée était la même.

Pendant une période électorale, un débitant avait

1. Rouen, 24 juin 1901. *Gaz. Pal.*, 1901.2.477.

2. Alger, 22 fév. 1898. *Rev. d'Alger*, 1898, 111.

3. Trib. Tarbes, 14 mars 1899. D. 1904.2.201 ; S. 1900.2.219.

4. Trib. Castelnaudary, 25 juin 1902. D. 1904.2.201. *Rev. trim. de Droit civil*, 1904. Demogue, p. 854.

fourni des liqueurs à des électeurs pour le compte d'un candidat, dans le but de lui faire obtenir un plus grand nombre de suffrages. Une fois la campagne électorale terminée, le candidat refusa de payer les dépenses et fit plaider que son obligation reposait sur une cause immorale et qu'en conséquence il n'était tenu à rien. Ce fut d'ailleurs ce que le tribunal décida, disant « que les libations dont il s'agissait avaient pour but, dans la pensée des parties, de procurer au candidat les suffrages de ceux qui y prendraient part ; que dès lors la cause de l'obligation dont le débitant réclamait l'exécution était illicite comme contraire à la fois, aux lois, à l'ordre public et aux bonnes mœurs, et que toute action en justice devait être refusée au prétendu créancier, lequel avait participé à la turpitude commune puisqu'il connaissait pleinement le but des dites libations ainsi qu'il résultait d'ailleurs de son assignation ». Dans ses motifs, le jugement avait considéré que c'était vainement que le débitant voulait distinguer entre la cause de la dette du candidat, cause qui d'après lui, résidait dans la livraison des marchandises, et la destination des dites marchandises, qui serait seule le motif de l'obligation. En un mot, le tribunal tenait à montrer que s'il refusait au débitant une action en justice, c'était par une juste application des principes de la cause, indépendamment de l'appréciation des motifs. Cependant il reconnaissait que « dans l'espèce,

l'objet du contrat devait dans l'intention des parties au moment de la convention, servir à un usage prohibé et qu'alors le motif était en connexion si étroite avec la cause que le caractère immoral de l'un affectait l'autre nécessairement ».

Ce jugement prétend donc bien distinguer le motif, de la cause, mais incertain qu'il est d'y avoir réussi, il se défend à l'avance du reproche qu'on pourrait lui faire, en déclarant qu'après tout, cause et motif sont entre eux dans un rapport tel de connexité qu'on peut sans danger prendre l'un pour l'autre. C'est pourquoi, il déclare nulle, l'obligation du candidat comme reposant sur une cause immorale, alors qu'il sait bien qu'en réalité, c'est sur un motif immoral qu'elle repose.

Au surplus, dès les premiers attendus, alors qu'il ne veut songer qu'à la cause, notre jugement la confond déjà avec le motif. « Les libations, dit-il, ont pour but dans la pensée des parties, de procurer au candidat les suffrages de ceux qui y prendraient part et dès lors la cause de l'obligation est illicite. »

Ce jugement confond donc d'une manière certaine la cause (dans notre espèce, la livraison des boissons) avec le motif (attirer des suffrages) et s'il annule l'obligation du candidat ce n'est que par une fausse interprétation des articles 1108-4°, 1131 et suivants du Code civil. Enfin il est impossible de soutenir que ces décisions, qui n'appliquent pas parfaitement les textes

du Code, le font dans le but supérieur de sauvegarder un principe de morale.

En effet il faut avouer que pour un candidat aux fonctions publiques, s'abaisser à profiter du penchant de ses électeurs pour les boissons alcoolisées et flatter leurs passions dans le but de recueillir leurs suffrages, n'est pas un acte d'une haute moralité. Le fait du débitant est certes reprehensible s'il connaît le but des libations, mais celui du candidat est encore plus coupable. C'est pourquoi, à notre avis, si l'un des deux doit être sacrifié, ce doit être le candidat. S'il veut obtenir des suffrages au moyen de consommations, il est juste qu'il les paie.

Cette fois-ci encore, la jurisprudence n'a donc pas été très heureuse, à notre avis, dans l'application extensive qu'elle a faite de l'idée de cause, puisqu'elle est arrivée à une conclusion immorale.

§ III. — REMÈDES A CES DANGERS

Le danger de la théorie de la cause dans notre droit français est donc de permettre aux tribunaux trompés par les sens divers du mot cause, de l'appliquer à une foule de cas dans lesquels il ne s'agit que des motifs. Cette application conduit même sous prétexte de moralité, à des solutions immorales.

Cependant, il n'en est pas toujours ainsi. Lorsque

la vente ou le bail, par exemple, d'un immeuble destiné à l'exploitation d'une maison de tolérance ou de jeu, sont annulés sous prétexte de cause illicite, il ne faut pas conclure que la décision judiciaire soit contraire à la morale. Lorsque les parties sont d'accord pour acheter ou louer un immeuble dans le but d'y établir un établissement immoral, le motif qui les pousse n'est pas très élevé. On peut y voir même une atteinte à la morale publique, c'est-à-dire à celle sur laquelle les tribunaux ont le droit de veiller. Aussi dans ces cas, la décision de la jurisprudence qui annule le contrat se comprend très bien, mais ce que nous critiquons, c'est le moyen employé pour y arriver. Est-il bien nécessaire pour rendre de tels jugements de s'appuyer sur l'article 1133 du Code civil ? A notre avis, la convention déroge à la morale, à l'ordre public, c'est-à-dire qu'elle est atteinte par l'article 6 du Code civil. Il y a violation d'une règle d'ordre public que les tribunaux ont le droit et le devoir de sanctionner. Au moyen de cet article 6, la décision aura l'avantage d'être conforme aux textes et aux intentions du législateur.

Cette différence entre les considérations invoquées par la jurisprudence et celles que nous voulons y substituer n'est pas sans intérêt pratique.

L'article 6 du Code civil refuse toute efficacité aux conventions dont le but est illicite ou immoral. Il ne précise pas dans quel élément, dans quelle partie de

la convention se trouve la contrariété avec la loi ou la morale. L'article 1133 au contraire nous oblige à rechercher la notion de cause, sur laquelle on a tant de mal à rester d'accord. Avec l'article 6, nous échappons ainsi à la nécessité de prouver que c'est la cause elle-même qui est illicite ou honteuse. Nous examinons le contrat dans son ensemble.

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER

Suppression dans notre Code civil des textes relatifs à l'idée de cause

La théorie de la cause nous apparaît donc dans le Code civil comme une théorie inutile et même dangereuse. En effet, la cause se confond dans les contrats à titre onéreux avec l'objet et dans les libéralités, que nous n'avons pas étudiées mais simplement indiquées, elle se confond selon les opinions, soit avec la volonté de gratifier, soit avec le motif qui a poussé à gratifier.

Dans les contrats à titre onéreux, l'article 6 du Code civil et les règles générales relatives à l'objet des obligations permettent aussi bien que les articles 1108-4°, 1131 et suivants du Code civil d'arriver à un résultat logique et moral.

Quant aux libéralités si nous plaçons leur cause dans l'intention libérale, il est impossible d'imaginer une hypothèse dans laquelle elle sera erronée ou illicite. Le désir de gratifier ne peut être immoral qu'à la condition de ne pas faire abstraction des motifs de l'acte.

C'est ainsi que la jurisprudence l'entend en se servant pour définir la cause dans les contrats désintéressés de la formule de Domat : « la cause est dans le motif. » Pour elle, une libéralité est nulle quand son motif est contraire aux lois ou à l'ordre public ou à la morale (1). Ceci est très exact et la jurisprudence raisonne justement en statuant ainsi. Elle est d'accord avec l'esprit du Code et des anciens auteurs, mais est-il bien utile qu'elle explique la nullité de la donation au moyen de la théorie de la cause ? Pourquoi ne dirait-elle pas que la donation est nulle en vertu de l'article 6 et de l'article 900 ? En effet, si nous examinons les trois cas types de donations annulées pour cause illicite — cas dans lesquels on peut faire rentrer tous les autres — nous verrons combien l'idée de cause est encore inutile.

S'il s'agit de donations faites à des concubins ou s'il s'agit de libéralités relatives à des enfants illégitimes, nous sommes en face de conventions qui dérogent à l'ordre public et qui sont nulles par application de l'article 6. Enfin si nous examinons les donations sur condition illicite, les tribunaux auront le choix entre les articles 900 et 6 du Code civil. Ils invoqueront l'article 900 s'ils désirent annuler seulement la condition illicite et l'article 6 s'ils estiment que la donation toute entière porte atteinte à l'ordre public, à la loi, ou aux bonnes mœurs.

1, Cass. Req. 29 juin 1887. D. 88-1-295. S. 87-1-358.

Dans tous les cas : contrats à titre onéreux et contrats à titre gratuit, l'application des règles relatives à l'idée de cause est inutile. Pourquoi alors les conserver dans nos lois, puisque également elles sont dangereuses ? Si l'on nourrit quelque crainte à l'égard de cette suppression, il n'y a qu'à songer aux législations étrangères qui ont abandonné la théorie de la cause en droit et qui arrivent quand même à des solutions équitables et morales.

CHAPITRE II

L'idée de cause en droit allemand

Le Code civil allemand a réglé la question de l'idée de cause en droit d'une façon radicale. Il ne fait point allusion à la nécessité d'une cause pour les obligations. Elles sont valablement formées en dehors de cette notion. Il écarte ainsi toutes les confusions et toutes les sources d'erreur qu'elle a fait naître dans notre Droit.

En Allemagne, l'enrichissement sans cause est la seule matière dans laquelle cette notion intervient(1). La nécessité d'une juste cause est maintenue simplement pour tout enrichissement obtenu, ce qui est une idée toute différente de celle de notre Droit Français.

Le Code civil allemand constate qu'à toute augmentation des biens d'une personne, correspond en général la diminution des biens d'une autre, sauf dans certains cas où quelqu'un peut acquérir quelque chose aux

1. Code civil allemand. Liv. II, Sect. VII, tit. XXIV.

dépens d'autrui sans que ce qui a été acquis, ait autrefois dépendu des biens de la personne lésée. C'est le cas qui se présente, lorsqu'un héritier subséquent obtient une hérédité par suite du refus de celle-ci par l'héritier premier appelé. Toutes les fois qu'il y a ainsi diminution d'un patrimoine en même temps qu'augmentation d'un autre, sans cause juridique, on est tenu dit l'article 812 du Code civil allemand à restitution.

Ce Code ne fait intervenir la notion de cause qu'à ce propos. « Elle ne fonde pas un cas de nullité, comme en droit français, mais un droit à répétition (1). »

Même, en ne faisant intervenir la cause qu'ainsi, le Code allemand ne la place pas comme nous, dans une notion vague et imprécise qui permet aux tribunaux de se livrer à des recherches psychologiques empiétant sur le domaine des motifs des actes. Il la place dans le contenu objectif de l'acte juridique délimité par la déclaration de volonté. « La cause dit M. Saleilles se trouve confondue avec ce que l'on appelle le contenu de la déclaration, elle ne s'en distingue plus (2). » L'investigation permise aux juges se trouve ainsi limitée. Cependant ajoutent les com-

1. Code civil allemand annoté et traduit par MM. Bufnoir, Cazelles, Challamel, Drioux, Geny, Hamel, Levy, Ullmann et Saleilles, commentaire art. 812, tome II, page 371.

2. Saleilles. *De la déclaration de volonté*, Paris, 1901, page 19.

mentateurs du Code allemand « la notion de cause ainsi comprise est bien autrement étendue, en droit allemand qu'en droit français puisqu'elle pourra servir de base non seulement à une action en restitution d'un objet livré par voie de dation, mais à une action en suppression d'obligation et de contrat, si c'est l'obligation ou le contrat qui ont été conclus sans cause (1) ».

Ensuite dans l'article 817, ce même Code explique dans quels cas, la répétition devra avoir lieu, dans quels cas par conséquent l'enrichissement sera sans cause. « Il accorde dans ce texte, d'accord avec le droit romain et les précédents germaniques, le droit à la restitution d'une prestation, si le but de la prestation était défini de telle manière que l'acceptions ait contrevenu en la recevant, à une défense légale ou aux bonnes mœurs : c'est la *condictio ob turpem causam* des Romains. Un fonctionnaire, par exemple, a accepté une gratification pour un acte relevant de son service, alors qu'il lui était interdit de l'accepter, ou bien encore quelqu'un s'est fait promettre une prestation au moyen d'un chantage (2). »

Conformément d'ailleurs aux principes généraux, le Code allemand exclut la répétition dans ce même article 817 lorsque les deux parties sont également

1. Code civil allemand annoté *op. cit.*, comm. art. 812, p. 371.

2. Code civil allemand annoté *op. cit.*, commentaire art. 817 p. 376.

coupables d'intentions contraires aux lois ou aux bonnes mœurs.

En résumé, en Allemagne : suppression de la théorie de la cause pour la formation des obligations, et conservation de cette théorie simplement en matière de répétition provoquée par un enrichissement injustifié.

Puisque le Code civil allemand a jugé inutile de conserver dans ses textes, la notion de cause telle que nous l'entendons, c'est bien une preuve que l'on peut arriver à des solutions équitables sans elle. C'est un exemple qu'il nous donne, que nous pourrions suivre avec profit. Le seul regret que l'on puisse avoir, c'est qu'il nous vienne de là.

Cette législation allemande n'est pas la seule qui ait supprimé ainsi de ses principes, la notion de cause. Le Code fédéral suisse a complètement abandonné la nécessité d'une cause réelle et licite pour les obligations ; il se contente de dire que leur objet ne doit être ni impossible, ni illicite, ni contraire aux bonnes mœurs (art. 17). Il conserve simplement comme le Code allemand la nécessité d'une juste cause pour tout enrichissement obtenu, ce qui est une idée toute différente.

Enfin MM. Baudry-Lacantinerie et Barde citent parmi les législations qui ont abandonné la théorie de la cause : le Code civil de Serbie, celui d'Autriche, celui du Portugal, celui du Mexique, le Code gé-

néral des biens pour la principauté du Monténégro et le Code japonais (1).

Souhaitons donc, en terminant, que les dispositions de l'article 1108, alinéa 4 et des articles 1131 et 1133 disparaissent de notre législation, ou tout au moins que le législateur français précise son idée et définisse ce qu'il entend par cause pour prévenir tous les dangers que nous avons signalés (2).

1. Baudry-Lacantinerie et Barde. *Obligations*, t. I, p. 379.

2. Le Code civil espagnol définit ainsi la cause en se plaçant au point de vue des diverses espèces de contrats : « Dans les contrats à titre onéreux, on entend par cause, pour chaque partie contractante, la prestation ou la promesse d'une chose ou d'un service faite par l'autre partie ; dans les contrats rémunérateurs, le service ou le bienfait qui est rémunéré, et dans les contrats de pure bienfaisance, la simple libéralité du bienfaiteur. » C. civ. esp. art. 1274.

Vu : le Président de la thèse,
PIÉDELIEVRE

Vu le Doyen :
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- ARTUR. — De la cause (thèse pour le Doctorat, Paris 1878).
- AUBRY ET RAU. — Cours de Droit civil français, 5^e Edition.
- BARTIN. — Théorie des Conditions impossibles, illicites ou contraires aux mœurs, 1887.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE. — Traité théorique et pratique de Droit civil, 3^e Edition. Traité des obligations, tome I.
- BOUVET. — De la cause (thèse pour le Doctorat, Paris 1897)
- BRESSAUD. — De la notion de cause dans les obligations conventionnelles en droit romain et en droit français (thèse pour le Doctorat, Bordeaux 1879).
- BUFNOIR. — Propriété et contrats.
- CARPENTIER ET FRÈRE JOUAN DU SAINT. — Répertoire général alphabétique de droit français commencé par Fuzier Herman. V^o *Obligations*.
- CÉSAR BRU (Ch.) — Cours de Droit civil, deuxième année, Toulouse 1913.
- COLIN (P). — Théorie de la cause des obligations conventionnelles (thèse pour le Doctorat, Paris 1896).
- COLMET DE SANTERRE (ET DEMANTE). — Cours analytique de Code civil, 3^e Edition.
- DALLOZ. — Répertoire méthodique et alphabétique (Jurisprudence générale). V^o *obligations*.
- Recueil d'arrêts.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon.
- DOMAT. — Les lois civiles dans leur ordre naturel.

- DURANTON. — Cours de Droit français suivant le Code civil.
- GAULY. — Essai d'une définition de la cause dans les obligations. *Rev. crit. de législ. et de jurispr.* XXXV^e année, 1886, nouv. série, tome XV, p. 51.
- GUILLOUARD. — Traités faisant suite au grand ouvrage laissé incomplet par M. Demolombe.
- HUC. — Commentaire du Code Civil.
- LAROMBIÈRE. — Traité théorique et pratique des obligations, 1885.
- LAURENT. — Principes de Droit civil français.
- LOCRE. — Législation civile, commerciale et criminelle de la France. (Recueil des discussions et travaux préparatoires de nos Codes).
- MARCADÉ. — Explication du Code civil.
- MERLIN. — Répertoire de jurisprudence.
— Questions de droit.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil, 6^e Edition.
- POTHIER. — Œuvres, annotées par Buguet.
- SALEILLES. — De la déclaration de volonté.
- SEFÉRIADES. — Etude critique de la théorie de la cause, (thèse pour le Doctorat, Paris 1894).
- SIREY. — Recueil général des lois et des arrêts.
- TIMBAL. — De la cause dans les contrats et les obligations en droit romain et en droit français (thèse pour le Doctorat, Toulouse 1882).
- TOULLIER. — Droit civil français.
- VILLON (Raoul). — Revue générale du droit 1900, tome 24, page 101.
- WAGNER. — De la nullité de la cause illicite, (thèse pour le Doctorat, Paris 1900).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

Définition de l'idée de cause dans notre droit.

CHAPITRE PREMIER. — <i>De quelle cause s'agit-il en droit civil ?</i>	13
<i>Section I.</i> — Contrats synallagmatiques.	17
<i>Section II.</i> — Contrats unilatéraux	21
§ I. — De l'idée de cause dans les contrats réels à titre onéreux.	24
§ II. — De l'idée de cause dans les contrats à titre gratuit	27
CHAPITRE II. — <i>La cause juridique ne peut pas être la cause efficiente</i>	29
CHAPITRE III. — <i>La cause juridique dans les contrats à titre onéreux ne peut pas être la cause occasionnelle</i>	36
CHAPITRE IV. — <i>Définition générale de l'idée de cause en droit.</i>	42

DEUXIÈME PARTIE

Critique de l'idée de cause.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Inutilité de l'idée de cause</i>	49
<i>Section I.</i> — Obligation sans cause	49

<i>Section II.</i> — Obligation sur fausse cause . . .	61
<i>Section III.</i> — Obligation sur cause illicite . . .	64
§ I. — De la cause contraire à l'ordre public.	65
§ II. — De la cause contraire aux bonnes mœurs	70
CHAPITRE II. — <i>Confusion de la cause et de l'objet.</i> .	74
CHAPITRE III. — <i>Dangers de la théorie de la cause.</i> .	80
§ I. — Contrat relatif à des établissements im- moraux.	81
§ II. — Contrat relatif à la corruption électo- rale	87
§ III. — Remèdes aux dangers de la théorie de la cause.	90

TROISIEME PARTIE

Conclusion.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Suppression dans notre Code civil des textes relatifs à la cause.</i>	95
CHAPITRE II. — <i>L'idée de cause en droit allemand.</i> .	98
BIBLIOGRAPHIE.	103

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN
